RD Congo : Judith S. Tuluka, cheffe d'orchestre

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 13e ANNÉE - N°96 - AVRIL-MAI-JUIN 2024



KAGAMÉ - NDAYISHIMIYÉ
Je t'aime moi non plus

TCHAD
Curieux duel Deby - Masra

GABON
Refondation avec ou sans Oligui Nguema ?

Sénégal

Diomaye Faye et le défi de la rupture

L'élection, le 24 mars 2024, de Bassirou Diomaye Diakhar Faye, à l'issue du premier tour du scrutin présidentiel, constitue une nette rupture d'avec les deux précédentes alternances de 2000 et de 2012, avec l'espoir de passer, cette fois-ci, d'une alternance à une alternative.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $ CAN** USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

9 772033 373024 00950

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great

10

Building Africa ..... TOGETHER !



Save the Date

18-19 OCT 2024

Bruxelles

RAF Jour 1
- Communication inaugurale
- Panels
- Master classes
- Business Dinner

RAF Jour 2
- Conversations
- Panels
- Innovation Time
- Gala Rebranding Africa Awards

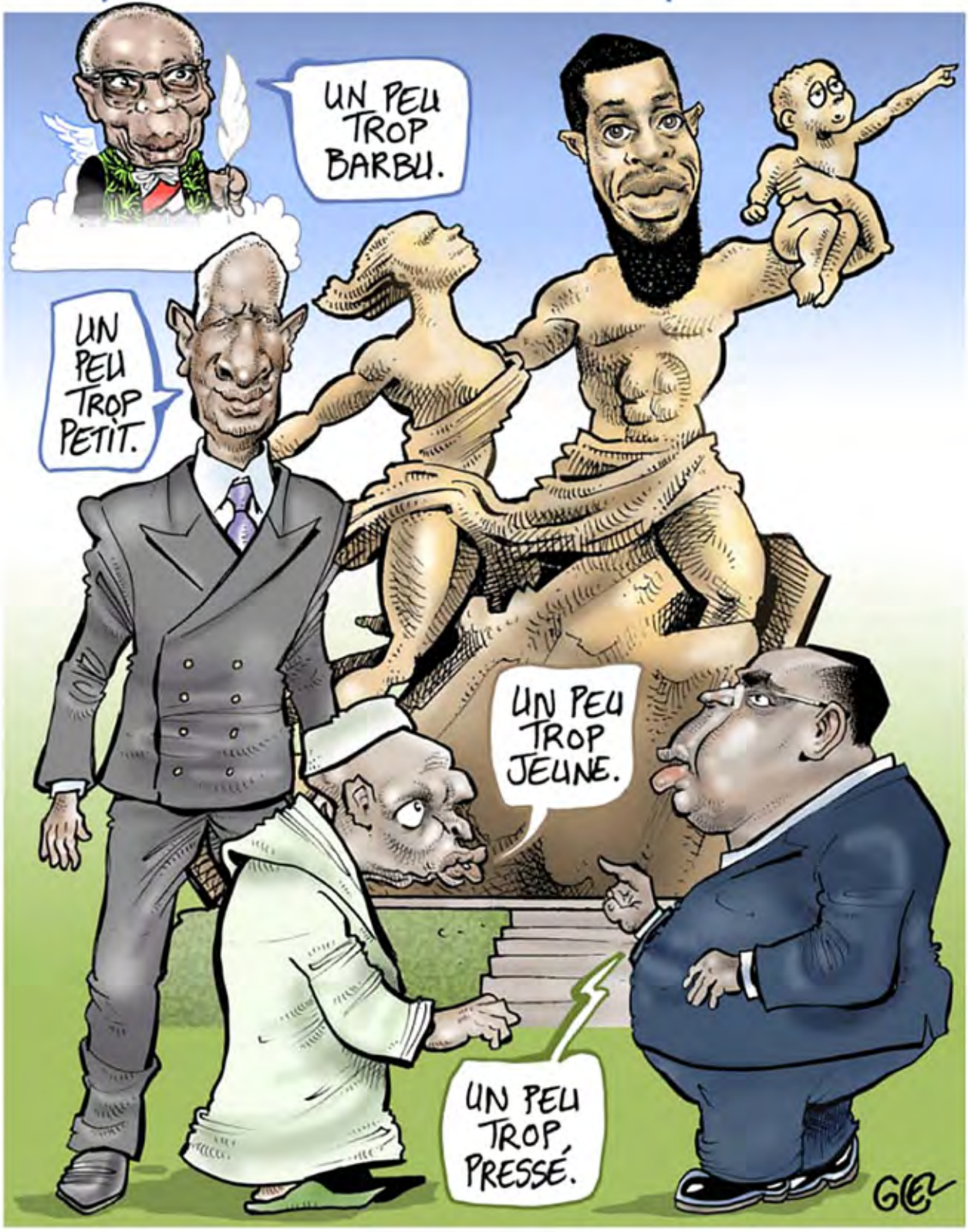
Rebranding Africa Forum | @rebrandingafrica | @RebrandingAF

@RebrandingAfrica | www.rebrandingafrica.com

contact@rebrandingafrica.com

Bassirou Diomaye Faye

Trop (révolutionnaire) ou pas assez ?



Sommaire

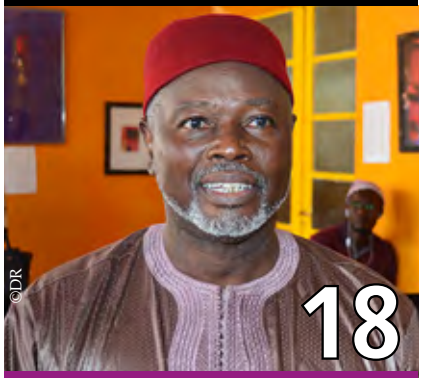
À LA UNE



Sénégal

Diomaye Faye et le défi de la rupture

LA GRANDE INTERVIEW



Alioune Tine, fondateur du think tank Afrikajom Center

« Ces dernières années et ces derniers mois ont été très difficiles au Sénégal avec beaucoup de tension »

SPÉCIAL



Empowering Diaspora : la quête se poursuit...

CHRONIQUES

5 Éditorial
Faye-Sonko, l'heure d'engrosser les promesses !

47 Lucarne
Afrique : une cocote institutionnelle en pleine effervescence

70 La chronique de Yahia Belaskri
Le baromètre sénégalais

ICI & AILLEURS

28 Une femme, un parcours
Judith Suminwa Tuluka
Cheffe d'orchestre

ACTUALITÉS

30 Tchad
Curieux duel Déby-Masra

34 Guinée équatoriale
Obiang Nguema réchauffe ses relations avec l'Europe

36 RDC
Quelle alternative après l'ONU ?

38 Gabon
Refondation avec ou sans Oligui Nguema?

40 Togo
La démocratie se cherche...

42 Kagamé-Ndayishimiyé
Je t'aime moi non plus...

ECONOMIE/BANQUES

58 Maroc
Saham absorbe Société générale

60 Économie et Gouvernance
la voix des femmes s'élève...

64 Coopération
Le RAF au service du football africain

EPOQUE SPORTS

67 Jeux olympiques Paris 2024
L'athlétisme africain sera au rendez-vous

68 **Des valeurs sûres...**

69 **Ahmed Hafnaoui, du talent à revendre**

NOTRE AFRIK

Siège social
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Serge Mathias Tomondji

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
11 Rue des Colonies , 1000 Bruxelles
Téléphone : +322 5176142

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
DRIFOSETT
Avenue du Four à Briques 5
1140 Evere (Belgique)

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Emmanuel Babissagana

Faye-Sonko, l'heure d'engrosser les promesses !

Le 24 mars dernier, le Sénégal a écrit une des plus belles et inédites pages de son histoire, voire de l'Histoire politique, en portant à sa tête, 10 jours seulement après sa sortie de prison, Bassirou Diomaye Faye, à peine âgé de 44 ans. Épilogue retentissant d'un bras de fer qui, trois années durant, a opposé le tandem Faye-Sonko au pouvoir sortant, lequel a en vain et pitoyablement tenté de se perpétuer. Peu importe l'éventuel deal ayant conduit à leur libération, il est certain qu'elle ne serait jamais intervenue sans la pression continue et exemplaire de la société civile sénégalaise. Une fois de plus, le peuple sénégalais a tenu son rang parmi les rares phares qui illuminent l'avenir démocratique du continent, dans sa lutte pour sortir de « l'enfance politique » dans laquelle d'aucuns ont décidé, depuis quelques siècles, de le plonger et de le maintenir par tous les moyens, afin de l'empêcher de prendre en main son destin politique, d'écrire sa propre histoire et de « rentrer pleinement dans l'Histoire ». On ne le félicitera jamais assez.

Faye et le gouvernement dirigé par Sonko savent donc bien à quel peuple ils ont affaire. Ils ont l'avantage ou l'inconvénient de s'adresser à une jeunesse qui ne souffre pas, comme bon nombre de ses aînés, du syndrome de Stockholm ; une jeunesse au complexe psycho-existentiel différemment formaté, à l'opposé de celle à laquelle on a jadis « inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme » (Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme).

Après l'audace des paroles, le temps est donc venu pour Faye et Sonko d'avoir autant l'audace des actes, pour répondre aux attentes pressantes de cette jeunesse, et de la population dans son ensemble. Ils sont désormais sommés, pour ainsi dire, d'engrosser sans délai leurs promesses, afin qu'elles donnent naissance aux réalisations annoncées et vivement attendues. Parviendront-ils à articuler efficacement le temps court de la politique politicienne au temps long des réalisations et transformations structurelles et structurantes, de manière à ce qu'à la lumière de prémices prometteuses, ils gardent durablement la confiance des Sénégalais ?

Après l'audace des paroles, le temps est donc venu pour Faye et Sonko d'avoir autant l'audace des actes, pour répondre aux attentes pressantes de cette jeunesse, et de la population dans son ensemble. Ils sont désormais sommés, pour ainsi dire, d'engrosser sans délai leurs promesses, afin qu'elles donnent naissance aux réalisations annoncées et vivement attendues.

La diminution du coût de la vie, la lutte contre la corruption, la réconciliation nationale, la préservation de la paix, la consolidation de la démocratie, l'affirmation de la souveraineté monétaire, économique et politique, la « bonne gouvernance », la rupture systémique et radicale avec les survivances néocoloniales, la réparation des injustices politiques, économiques, sociales et fiscales, l'éducation, la formation aux métiers, l'emploi, l'entreprenariat des jeunes et des femmes, dans un pays où 75 % de la population a moins de 35 ans, etc. constituent autant de promesses et de défis urgents que Faye et son gouvernement doivent prendre à bras le corps pour rester crédibles.

Le peuple sénégalais, comme quasiment tous ceux d'Afrique d'ailleurs, est en effet en quête de liberté réelle et émancipatrice. Ce pour quoi il lutte au prix de son sang, c'est la jouissance d'une liberté effective, qui s'entend comme liberté de se déplacer (voyager sans restriction), de se nourrir, de se loger, de se soigner, de se former, de prendre soin de sa famille, etc. Cette liberté-capacité, celle d'être par et pour soi-même, par l'articulation de l'avoir et du faire, ne se décrète pas ; elle se construit au quotidien, et requiert un véritable engagement de tous.

Aussi faudra-t-il que Faye et Sonko trouvent des alliés locaux et régionaux partageant leurs velléités de rupture, ainsi qu'un ou des parapluies sécuritaires suffisamment dissuasifs, pour mettre le Sénégal à l'abri des manœuvres de déstabilisation qui, depuis les « indépendances », endiguent ou tentent d'endiguer toute velléité d'émancipation sur le continent. À cet égard, rien n'est gagné d'avance. Il faudra faire preuve de lucidité, de courage et de détermination politiques. Entre les promesses de campagne et leurs réalisations, le chemin est réputé long, souvent sinueux et jalonnés d'obstacles inattendues voire insoupçonnés.

Le nouveau tandem à la tête du Sénégal devra en outre relever le défi, et non des moindres, de l'entente mutuelle sur la durée, tant l'expérience nous apprend que le pouvoir ne se partage pas. Autre préoccupation majeure, celle de savoir s'il n'a pas fait trop de promesses et montré trop de zèle, au point d'être fatalement condamné à la trahison et au mensonge.

Imprégné de traditions africaines, il sait quel prix elles attachent à la sacralité de la parole, et à quel point le dire et le faire s'y imbriquent mutuellement dans une dynamique socio-langagière éminemment performative. Faye et Sonko savent par conséquent que la marge de tolérance du peuple sénégalais, vis-à-vis de leurs éventuels écarts ou déviations, est extrêmement ténue. Autant dire qu'ils devraient désormais prendre pour livre de chevet le chef d'œuvre littéraire de John Austin, Quand dire c'est faire …■



Sénégal

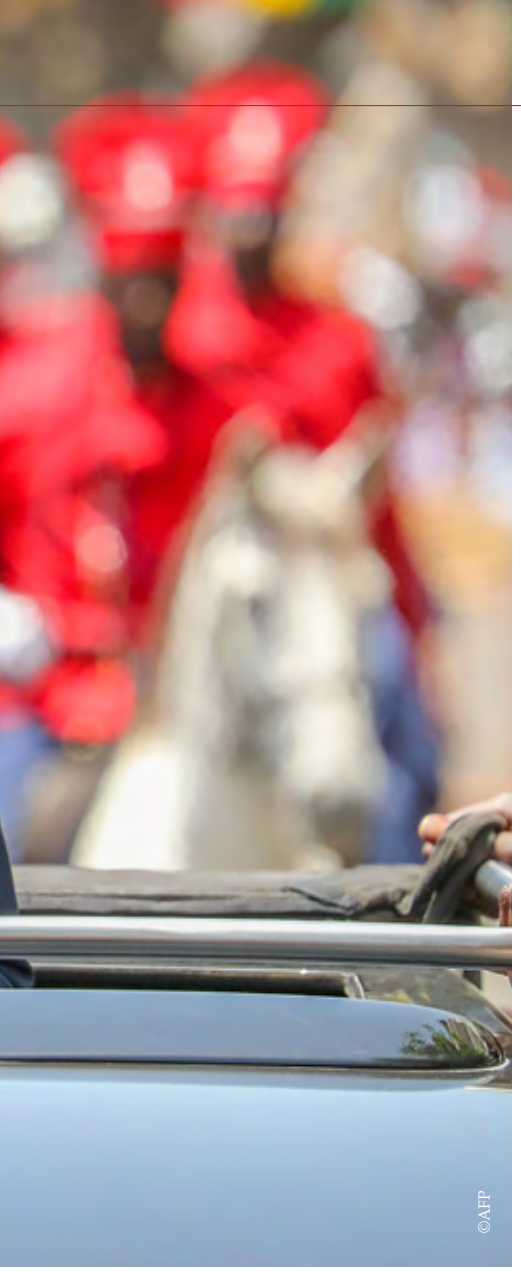
Diomaye Faye et le défi de la rupture

L'élection, le 24 mars 2024, de Bassirou Diomaye Diakhar Faye, à l'issue du premier tour du scrutin présidentiel, constitue une nette rupture d'avec les deux précédentes alternances de 2000 et de 2012, avec l'espoir de passer, cette fois-ci, d'une alternance à une alternative.

Par Suzanne CHEVALIER

L'élection dès le premier tour du scrutin présidentiel du 24 mars 2024 de Bassirou Diomaye Diakhar Faye met fin à une période tumultueuse de la vie politique sénégalaise. Initialement prévu pour le 24 février, le scrutin a été reporté par le président sortant Macky Sall, créant ainsi des inquiétudes au sein de la communauté internationale. Finalement tenu un mois plus tard, il consacre la victoire du candidat souverainiste avec un score écrasant de 54,28% dès le premier tour. Il devance ainsi le candidat du pouvoir, Amadou Ba, qui obtient 35,79% des voix. Ce résultat, qualifié de *"coup de tonnerre"* par la presse étrangère, n'est pas surprenant pour les observateurs avertis. Malgré le grand nombre de candidats (19 au total), les électeurs ont su faire le choix entre continuité et rupture. Cette élection avait des airs de référendum : pour ou contre le *"système"*.

Au final, c'est le vote utile qui a prévalu, car aucun des 17 autres candidats n'a réussi à atteindre 3% des voix. Certains *"dinosaures"* de la politique sénégalaise, tels qu'Idrissa Seck (0,90%), arrivé deuxième en 2019, ou encore Khalifa Sall (1,56%), ont totalement échoué. Selon l'historien sénégalais Mamadou Diouf, enseignant à l'Université Columbia aux États-Unis, il s'agit d'une *"élection historique"* qui ouvre une nouvelle voie pour la démocratie sénégalaise.


©AFP

À 44 ans, Diomaye Faye devient ainsi le cinquième et plus jeune président de la République du Sénégal à l'issue d'une élection présidentielle inédite à bien des égards. En effet, il s'agit de la première fois au Sénégal qu'un scrutin se déroule sans la participation du président sortant. C'est également la première fois qu'un candidat de l'opposition remporte l'élection dès le premier tour. Bien que le Sénégal ait déjà connu deux alternances en 2000 et en 2012, à chaque fois le président sortant a été défait au deuxième tour grâce à l'union des forces de l'opposition.

La fin de l'hyperprésidentialisme ?

L'élection de Diomaye Faye suscite un fort engouement parmi la jeunesse, tout comme lors des deux précédentes alternances, avec l'espoir d'un changement radical tel qu'il l'a promis lors de sa campagne. *"La grande question est de savoir si cette troisième alternance sera véritablement la première alternative au système"*, souligne Alioune Sall, prospectiviste sénégalais et directeur exécutif de l'Institut du futur africain basé à Pretoria en Afrique du Sud. Élu sur la base d'une promesse de rupture, le nouveau président est attendu au tournant. Dans son programme, il promet davantage de justice, moins de corruption, une meilleure répartition des richesses, une renégociation des contrats pétroliers et miniers, la suspension des accords de pêche avec l'Union européenne et une réforme monétaire pour sortir du franc CFA. Conscient des enjeux qui l'attendent, il a tenu à rassurer la communauté internationale dans sa première déclaration après son élection, en affirmant que le Sénégal *"tiendra toujours son rang"*. Il a également réaffirmé cet engagement lors de sa prestation de serment le 2 avril, devant un parterre d'invités de marque, dont une dizaine de chefs d'État et de gouvernement de la sous-région. Il a réaffirmé l'engagement et l'ouverture du Sénégal à des échanges respectueux de sa souveraineté et conformes aux aspirations du peuple dans un partenariat mutuellement bénéfique. *"Sous mon mandat, le Sénégal sera un pays d'espoir, un pays apaisé avec une justice indépendante et une démocratie renforcée"*, a-t-il promis.

Sur le plan interne, il s'engage à mettre fin à l'hyperprésidentialisme qui a caractérisé tous les régimes qui se sont succédé à la tête du pays depuis la crise politique de 1962. *"Une rupture me semble inévitable par rapport au régime sortant, car le message envoyé par les électeurs, en particulier les jeunes, est qu'il est nécessaire aujourd'hui de refonder la République et de changer de paradigme"*, souligne Alioune Sall. Le nouveau président doit également faire face à des défis urgents tels que la réduction du coût de la vie et la création massive d'emplois dans un pays où plus de 70% de la population a moins de 35 ans et où le taux de chômage officiel atteint 20%, poussant des milliers de jeunes à se lancer dans l'émigration clandestine. Mais le chantier le plus urgent est sans aucun doute la réconciliation des Sénégalais.

En effet, le nouveau président hérite d'un pays profondément divisé depuis les violences de mars 2021 et de juin 2023, qui ont causé la mort d'une soixantaine de personnes et la destruction de nombreux biens publics et privés. Lors du premier Conseil des ministres qui a suivi son élection, le président a résumé ce *"Projet de transformation systémique du Sénégal"* en cinq orientations majeures qui doivent devenir les axes prioritaires de l'action gouvernementale. Il s'agit de la jeunesse, de l'éducation, de la formation, de l'entreprenariat et de l'emploi des jeunes et des femmes ; de la lutte contre la vie chère et de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages; de la modernisation de la justice et de l'amélioration du système démocratique et électoral ; de la souveraineté économique et de la prospérité ; et de la consolidation de l'unité nationale. En clair, ce *"Projet"* devra supplanter le Plan Sénégal émergent (PSE) en vigueur depuis dix ans, et devenir le nouveau référentiel des politiques publiques.

Manque d'expérience…

Le manque d'expérience du nouveau président face à ces immenses défis suscite des inquiétudes. Jusqu'à présent, il était chef de service à la Direction générale des Impôts et des Domaines et n'avait jamais exercé de mandat électif ou de fonction ministérielle. Cependant, selon Alioune Sall, cette expérience dont on lui reproche de manquer ne peut pas être considérée comme particulièrement bénéfique, car il s'agissait d'une expérience de gestion présidentialiste d'un appareil d'État soumis à la domination étrangère. Il estime qu'il faut plutôt juger le nouveau président sur sa capacité à tenir ses promesses de campagne et à établir un équilibre entre les pouvoirs, plutôt que de permettre une hypertrophie du pouvoir exécutif au point d'annihiler les autres. *"Ce sera quelque chose d'assez nouveau, car nous n'avons pas connu un tel régime depuis 1963. On ne peut donc pas lui reprocher de ne pas avoir d'expérience dans un mode de gouvernance qui n'a pas été pratiqué jusqu'à présent"*, déclare M. Sall. Enfin, l'arrivée d'un candidat souverainiste au pouvoir au Sénégal par le biais des urnes envoie un message fort aux autres pays du continent. Dans un contexte ouest-africain marqué par des coups d'État, l'expérience sénégalaise montre qu'il est possible d'atteindre une alternance, voire une alternative, si les promesses de Diomaye Faye sont tenues, sans recourir à un changement anticonstitutionnel.■



©AFP

Bassirou Diomaye Faye

De l'ombre à la lumière

Discret et introverti, le jeune président sénégalais a toujours été dans l'ombre de son mentor politique, Ousmane Sonko. Il est désormais au-devant de la scène et vit un véritable conte de fée.

Par Suzanne CHEVALIER

L'image est parlante. Ce 28 mars, lorsque le président élu franchit les marches du palais de la République de l'avenue Roume à Dakar pour sa première entrevue avec son prédécesseur avant la transmission officielle du pouvoir, il est accompagné d'Ousmane Sonko. Tous deux sont vêtus en tenue africaine, quasiment de même couleur. La démarche vigoureuse du second, qui se tient légèrement derrière, tranche avec celle hésitante du nouveau président. Tel un mentor qui veille sur son protégé. Pour ceux qui s'interrogeaient sur l'attitude qu'aller observer Sonko après la victoire – allait-il se mettre en retrait et laisser le président élu dérouler ou s'associer à une gestion collégiale du pays – Une première réponse est tombée : à peine investi, il a nommé Ousmane Sonko, Premier ministre. Car, sans rien enlever à son mérite, c'est bien à ce dernier qu'il doit son élection. Empêché d'être candidat à la suite d'une condamnation pour diffamation, le populaire opposant avait porté son dévolu sur Diomaye, un fidèle parmi les fidèles, pour défendre le « projet ». Ce qui fait dire à certains que les Sénégalais ont élu un mais auront deux présidents. Membre fondateur du Pastef, Diomaye était jusqu'à sa désignation comme candidat du parti peu connu du grand public. Il était plutôt cantonné dans un rôle de stratège : c'est lui qui a rédigé les statuts du parti et le programme de Sonko en 2019. Même étant en prison il gardait la haute main sur celui de 2024. *« C'est lui la véritable boite noire de Pastef. Il est très structuré »*, explique Aly Diouf, journaliste et cousin du nouveau président, originaire comme lui de Ndiaganiao. Moins éloquent que Sonko, Diomaye a toujours vécu dans l'ombre de son mentor depuis son entrée en politique. Une solide amitié lie les deux hommes. L'un des fils du nouveau président porte d'ailleurs le nom d'Ousmane Sonko. Alors que tous les deux étaient incarcérés à la prison du Cap Manuel à Dakar, Sonko, qui avait parrainé d'autres candidats, a soigneusement balisé le chemin à son condisciple à travers le slogan *« Sonko moy Diomaye Diomaye moy Sonko »* (en wolof Sonko c'est Diomaye et Diomaye c'est Sonko). Un argument qui a fait mouche. Voilà donc Diomaye, qui a fêté son 44e anniversaire le jour de l'annonce de sa victoire, le 25 mars, subitement au-devant de la scène. Un fabuleux destin digne d'un conte de fée. Incarcéré pendant onze mois pour *« outrage à magistrat »* - délit auquel sont venues s'ajouter d'autres charges telles qu'appel à l'insurrection et complot contre l'autorité de l'Etat – il sort de prison le 14 mars et se retrouve, après une campagne express, à la présidence de la République.

> **Incarcéré pendant onze mois pour «outrage à magistrat » - délit auquel sont venues s'ajouter d'autres charges telles qu'appel à l'insurrection et complot contre l'autorité de l'Etat – il sort de prison le 14 mars et se retrouve, après une campagne express, à la présidence de la République.**

Pieux et polygame

Issu d'un milieu modeste, ce natif du village de Ndiandiaye dans la commune de Ndiaganiao à une centaine de kilomètres de Dakar, est décrit par ses proches comme brillant, discret (voire timide) et méthodique. Lui-même se dit *« de nature introvertie »*. Lors d'une émission sur la chaine Walf Tv, il racontait avec beaucoup d'anecdotes sa vie d'étudiant et ses jeunes années au village. *« Mes sœurs étant mariées très tôt, j'aidais souvent ma mère dans les tâches ménagères, parce qu'elle était de santé fragile »*. Son père se dit *« fier »* de son fils mais *« inquiet »* vue l'ampleur du défi qui l'attend. *« Pour nous c'est une fierté de voir l'aboutissement de ce pourquoi notre père – le grand-père de l'actuel président à qui on doit l'implantation d'une école dans le village – s'est battu. Inquiétude, parce que diriger un pays comme le Sénégal ce n'est pas facile »*, ajoute son oncle et homonyme Diomaye Faye, enseignant aux Etats-Unis. Il conseille à son neveu de président de *« rester lui-même »* c'est-à-dire de ne pas se laisser enivrer par le pouvoir. Le nouveau président, qu'on dit très pieux et *« allergique à l'injustice »*, est « conscient » de ses origines modestes et donc des conditions de vie de l'écrasante majorité des Sénégalais. Il aime à se comparer à un de ses frères qui a vécu avec un handicap durant toute sa vie avant de décéder d'un cancer en 2022 pour mieux mesurer la chance que le destin lui a réservé et sa reconnaissance envers Dieu. C'est aussi la première fois que les Sénégalais élisent un polygame à la magistrature suprême, puisque le nouveau président est marié avec deux épouses et a quatre enfants avec la première. Il a aussi fait toutes ses études au Sénégal. Après une maitrise en droit à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), il a tenté plusieurs concours (commissaire de police, magistrature) avant de choisir les Impôts et Domaines après avoir réussi le concours de l'Ecole nationale d'administration (Ena). *« J'étais conscient qu'en tant que fils de paysan, si j'échoue dans les études, ce sont les travaux champêtres qui m'attendent, ce qui me motivait davantage »*, confie-t-il. Une autre perspective s'ouvre à lui.■

Les acteurs de la rupture

Fondé en janvier 2014, le Pastef a réussi, en dix ans d'existence, à conquérir le pouvoir, en s'appuyant sur de jeunes cadres. Au-delà du nouveau président et de son Premier ministre, Ousmane Sonko, quelques profils se sont affirmés.

Birame Soulèye Diop


© DR

Premier vice-président du Pastef et président du groupe parlementaire de la coalition "Yewwi Askan Wi", formée avec des partis alliés à l'Assemblée nationale, a utilisé sa position pour promouvoir les idées du parti au sein de cette tribune. Comme de nombreux cadres du parti, il a également fait ses preuves aux Impôts et Domaines. Originaire de Thiès, il faisait partie des candidats potentiels du parti avant que Sonko ne choisisse finalement Diomaye.

Guy Marius Sagna


© DR

Bien qu'il ne fasse pas partie des membres fondateurs du Pastef, il est rapidement devenu l'un des visages les plus marquants de ce parti. À la tête du mouvement "Frapp/France dégage", il s'est fait connaître du grand public. Après les élections législatives de juillet 2022, il a été élu député sous la bannière du Pastef. À l'Assemblée nationale, il défend toutes les causes, donne voix aux sans-voix et dénonce avec virulence les excès de Macky Sall.

El Hadji Malick Ndiaye


© DR

En tandem avec Amadou Ba (mandataire de Diomaye pendant la campagne électorale), forme un duo très efficace pour porter la voix des "Patriotes" sur les réseaux sociaux, touchant des millions de jeunes au Sénégal et dans la diaspora. L'un (Ndiaye) sur Twitter, l'autre (Ba) sur Facebook, ils ont brillamment démontré la puissance de ces plateformes en matière de communication politique.

Khadija Mahécor Diouf


© DR

Le Pastef s'appuie également sur des figures féminines qui ont joué un rôle crucial dans la mobilisation des foules. Parmi elles, on trouve Khadija Mahécor, maire de Golfe Sud, une commune de la ville de Guédiawaye, en banlieue de Dakar. Une autre icône est Maïmouna Bousso, ancienne mannequin, qui a été le chouchou de milliers de jeunes lors de la dernière campagne électorale, suivant les caravanes de Sonko et Diomaye.

Ngagne Demba Touré


© DR

Greffier de formation, Ngagne Demba Touré, surnommé "Mbappé" par ses partisans en raison de sa vivacité, est le leader des jeunes du Pastef. Il est réputé pour son énergie et son engagement. Lorsque la répression s'est intensifiée contre les cadres du parti dissous, il a été contraint à l'exil au Mali pendant quelques mois. De retour à quelques jours de l'élection présidentielle, il a été brièvement emprisonné avant d'être libéré dans le cadre d'un assouplissement des mesures répressives.

Les hommes de Diomaye Faye

La première équipe gouvernementale de Bassirou Diomaye Faye a été annoncée le 5 avril dernier. Elle se compose de 25 ministres et 5 secrétaires d'État, dont près de la moitié sont membres du Pastef, le parti du président. Cependant, on déplore la faible présence des femmes dans cet ensemble, avec seulement 4 sur 30.

Ousmane Sonko, **Premier ministre, chef du gouvernement**

Il a été nommé Premier ministre, le 2 avril 2024 quelques heures seulement après la prestation de serment du nouveau président. Il n'a jamais occupé de poste ministériel auparavant, mais en tant qu'opposant charismatique et mentor politique du président actuel, il sera chargé de coordonner la politique gouvernementale et de concrétiser les promesses électorales du nouveau président. Le chef du gouvernement s'est engagé à travailler pour "le changement, le progrès et le changement définitif dans le bon sens". Sonko, ancien député et actuel maire de Ziguinchor, a fait toute sa carrière aux Impôts et Domaines jusqu'à sa radiation de la Fonction publique en août 2016.


© DR

Mary Teuw Niane directeur de cabinet du président de la République

Ancien recteur de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et ancien ministre de l'Enseignement supérieur sous Macky Sall, Mary Teuw Niane est un universitaire respecté, bien que certains le considèrent comme représentant "l'ancien monde". Son expérience sera certainement utile au jeune président.



Oumar Samba Ba est reconduit à la tête du Secrétariat général de la Présidence. En tant qu'inspecteur général d'État, il avait été nommé à ce poste par le président sortant, ce qui lui confère une connaissance approfondie des arcanes du palais.



Ahmadou Al Aminou Lo, ministre Secrétaire général du gouvernement

Cet ancien directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), occupe un poste stratégique en tant que ministre Secrétaire général du gouvernement d'Ousmane Sonko. Il sera le lien entre les différents ministères et la primature, en tant que proche collaborateur du Premier ministre. M. Lo est connu pour sa rigueur, son intégrité et son fort sens de la République, ayant lui-même été un enfant de troupes.



Le gouvernement

Yassine Fall, ministre de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères



Elle a passé une quinzaine d'années dans le système des Nations unies où elle a occupé différentes fonctions, avant de rejoindre le Pastef en 2018. Depuis 2022, elle occupe au sein de cette formation politique la fonction de vice-présidente chargée des relations internationales. Elle était également la directrice de campagne d'Ousmane Sonko lors de l'élection présidentielle de 2019, où il est arrivé troisième avec près de 16 % des voix.

Ousmane Diagne, ministre de la Justice Garde des Sceaux



Cet ancien procureur de la République sous Abdoulaye Wade et ancien procureur général à la Cour d'appel de Dakar est réputé être un magistrat intègre et indépendant. Sa nomination à la Cour suprême en 2023 avait été présentée comme une "sanction" par la presse. Sa principale mission sera de piloter la réforme de la justice annoncée par le président Diomaye dans son discours du 3 avril.

Birame Souleye Diop, ministre de l'Énergie, du pétrole et des Mines



Inspecteur général des Impôts, il est un membre éminent de Pastef dont il est le 1er vice-président. Il était jusqu'à présent président du groupe parlementaire "Yewwi Askan Wi" à l'Assemblée nationale. Il hérite d'un département stratégique alors que le pays s'apprête à démarrer l'exploitation du pétrole et du gaz.

Cheikh Diba, ministre des Finances et du Budget



Diplômé de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) et de la Sorbonne, ce spécialiste de la Modélisation statistique économique et financière vient de boucler 16 années d'expérience dans l'environnement des finances publiques sénégalaises. Jusqu'à sa nomination, il était directeur de la programmation budgétaire au sein du ministère des Finances et du Budget. Il a activement participé à la mise en œuvre des réformes budgétaires dans le cadre de l'UEMOA. Il est donc dans un domaine qu'il connaît bien.

Général Birame Diop, ministre des Forces armées



Ancien chef d'état-major général des Forces armées sénégalaises (2020-2021), il jouit d'une bonne réputation au sein de la troupe. Le général Diop est diplômé de l'École royale de l'air du Maroc, de l'Université de l'air des États-Unis et de l'École de guerre de la France. Il a également occupé des responsabilités dans des missions des Nations unies (MONUC) et était conseiller militaire du département des opérations de paix de l'ONU depuis mai 2021.

Général Jean Baptiste Tine, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique



À l'époque où il était Haut commandant de la Gendarmerie, il avait été écarté par Macky Sall à la suite des violentes émeutes de mars 2021 consécutives à l'arrestation d'Ousmane Sonko pour une affaire de mœurs. Il est critiqué pour être rigoureux et très attaché aux principes, mais il fait son retour par la grande porte.

Abdourahmane Sarr, ministre de l'Économie du Plan et de la coopération



Diplômé de HEC Montréal et de l'Université George Washington, cet économiste brillant est une voix autorisée sur les questions monétaires. Il est également à la tête du Mouvement pour la renaissance, la liberté et le développement (MRLD) - "Moom sa Bopp, Mënël sa Bopp", un mouvement citoyen sénégalais qu'il a créé en 2012. À noter que sa propre sœur, Oulimata Sarr, a occupé le même poste ministériel jusqu'en octobre 2023.

Elhadji Malick Ndiaye, ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens



Avant d'être nommé ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et aériens, il occupait le poste de secrétaire à la communication du parti politique Pastef. Il apporte une grande expérience en logistique à ce nouveau rôle ministériel.

Pr Daouda Ngom, ministre de l'Environnement et de la Transition écologique



Il est professeur titulaire d'écologie appliquée et responsable du Laboratoire d'Écologie et d'écohydrologie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il est également expert consultant en environnement et membre du Groupe de travail Technique de l'UNESCO sur le zonage des réserves de biosphère. Sur le plan politique, il est le coordonnateur du mouvement national des cadres de Pastef.

Cheikh Tidiane Dieye, ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement



Lors de la dernière élection présidentielle, il a soutenu Diomaye Faye. Originaire de Ziguinchor, il est proche d'Ousmane Sonko et son mouvement politique, "Avenir Sénégal Bi Ñu Bëgg", fait partie de la coalition "Yewwi Askan Wi" dominée par Pastef. Il est une figure emblématique de la société civile sénégalaise et a travaillé pendant longtemps à Enda Tiers-Monde avant de fonder le Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement (Cacid) en 2012.

Elhadj Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation



Il est un économiste brillant qui a travaillé pendant huit ans aux côtés d'Idrissa Seck avant de prendre ses distances lorsque ce dernier a décidé de rejoindre Macky Sall. Bien qu'il n'ait pas réussi à obtenir les parrainages nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle, il a ensuite rejoint la coalition "Diomaye Président".

Fatou Diouf, ministre des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires



En tant que juriste spécialisée dans les activités maritimes, elle est enseignante-chercheuse en droit de la mer à l'UCAD. Elle a soutenu une thèse de doctorat sur la pêche non déclarée et non réglementée (INN). Elle hérite d'un secteur stratégique mais en crise, et le candidat Diomaye avait promis de suspendre les accords de pêche avec l'Union européenne.

Amadou Moustapha Ndieck Sarré, ministre de la Formation professionnelle et porte-parole du gouvernement



En tant que membre fondateur de Pastef, il joue un rôle influent au sein du parti. Auparavant, il occupait le poste de Secrétaire national à la formation et de directeur de l'école du parti. Il sera confronté au défi du chômage des jeunes, l'une des priorités du nouveau président.

Alioune Sall, ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique



Il est un ingénieur spécialisé en mise en réseau de systèmes informatiques et télécoms, diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs Léonard de Vinci en France. Avant sa nomination, il était chef de projet chez SFR en France et député de la diaspora à l'Assemblée nationale du Sénégal sous l'étiquette de Pastef.

Serigne Gueye Diop, ministre de l'Industrie et du Commerce



En tant qu'ingénieur agronome, il a occupé le poste de directeur général du centre de recherche et de développement de Nestlé Afrique à Abidjan. Après son retour au Sénégal, il est devenu maire de la commune de Sandiara dans le département de Mbour, d'où est originaire le nouveau président de la République du Sénégal. Il a également été ministre conseiller sous Macky Sall.

Maimouna Dieye, ministre de la Famille et des solidarités



Elle est présidente du mouvement national des femmes "Djiguenni Pastef" et actuellement maire de la Patte d'Oie, une commune de Dakar. Sur le plan social, elle milite pour des causes telles que la lutte contre le cancer et l'émigration irrégulière.

Yankhoba Diémé, ministre du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les institutions



En tant que juriste d'affaires, il est le coordonnateur départemental de Pastef Bignona dans la région de Ziguinchor. Avant sa nomination, il occupait un poste de chef de service dans une banque locale.

Moustapha Guirassy, ministre de l'Education nationale



Ancien maire de Kédougou, une région minière de l'est du pays, ancien député et ancien ministre sous Abdoulaye Wade, il est une figure bien connue de la vie politique sénégalaise. Il est également le fondateur de l'Institut africain de management (IAM), l'un des établissements d'enseignement privé les plus prestigieux au Sénégal. Il apporte donc une connaissance approfondie du secteur de l'éducation.

Olivier Boucal, ministre de la Fonction publique et de la Réforme du service public



Inspecteur du Trésor, il est également le président du mouvement politique "Goudomp debout", membre de Pastef. Comme de nombreux leaders de ce parti, il a passé neuf mois en prison pour un post sur internet.

Dr Alioune Dione, ministre de la Microfinance, de l'économie sociale et solidaire



Il est titulaire d'un doctorat en politiques publiques et est un chercheur et consultant expert en management public et stratégie de développement. Il a réalisé plusieurs missions d'audit et de formation pour le compte de l'administration publique sénégalaise ainsi que pour des institutions onusiennes telles que l'ONU Femmes.

Balla Moussa Fofana, ministre de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement du territoire



Consultant en planification, gestion de projet et financement des entreprises, il est proche d'Ousmane Sonko et est connu pour ses positions souverainistes. Il a co-écrit avec ce dernier un ouvrage intitulé "Le projet souverain, les territoires du développement" dans lequel il aborde les limites du modèle actuel et propose une décentralisation différente.

Ibrahima Sy, ministre de la Santé et de l'Action sociale



Bien qu'il soit peu connu du grand public, il est enseignant-chercheur en géographie de la santé à l'UCAD. Il est également membre du Pastef et titulaire d'un doctorat en géographie de la santé avec une spécialisation en environnement et santé dans les espaces urbains au Sénégal, obtenu à l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, en France, en 2006.

Khady Diéne Gaye, ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture



Elle est la première femme à diriger ce ministère. Elle est inspectrice de la jeunesse et de la formation, ce qui lui confère une expérience importante dans le domaine.

Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage



Avant sa nomination, il occupait le poste de vice-président de la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC). Il possède également une grande ferme avicole qui produit 2 millions de poulets de chair par an, avec un chiffre d'affaires de 4 milliards de FCFA. Son expérience dans le secteur agricole sera précieuse dans un pays où la souveraineté alimentaire est une priorité.

Mountaga Diao, ministre du Tourisme et de l'Artisanat

Originaire de Kolda, il est professeur d'économie et était le candidat de Pastef dans cette ville de la Casamance lors des dernières élections locales.



Les secrétaires d'Etat

Amadou Chérif Diouf, secrétaire d'État aux Sénégalais de l'Extérieur



Il est le coordonnateur de Pastef Canada et a une expérience de 23 ans dans la diaspora. Il s'est engagé à être accessible et au service des Sénégalais de l'extérieur.

Ibrahima Thiam, secrétaire d'État au Développement des PME-PMI



À seulement 37 ans, il est l'un des plus jeunes membres du nouveau gouvernement. Il possède une maîtrise en analyse de politiques économiques et poursuit un DEA sur la microfinance. Il cumule neuf ans d'expérience en tant que chargé de mission à la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES) et est secrétaire général adjoint de Pastef.

Momath Talla Ndao, secrétaire d'État à l'Urbanisme et au Logement



Spécialiste de la décentralisation et de la gouvernance territoriale, il a une expérience de quinze ans en tant que chercheur et consultant en analyse de vulnérabilité au changement climatique. Il est également enseignant dans plusieurs universités sénégalaises.

Alpha Bâ, secrétaire d'État aux Coopératives et à l'Encadrement paysan



Il est professeur de sociologie à l'École nationale supérieure d'agriculture (ENSA) de Thiès et est membre de Pastef.

Bacary Sarr, secrétaire d'État à la Culture, aux Industries créatives et au Patrimoine historique



Titulaire d'un doctorat en lettres modernes, il enseignait l'histoire du cinéma et de la littérature à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar avant sa nomination. Il est également un militant culturel engagé dans sa région d'origine, Fatick, et est membre de Pastef.





Macky Sall

Une reconversion express

S'il est trop tôt pour dire quelle place Macky Sall occupera dans l'histoire du Sénégal, il laisse l'image d'un bâtisseur qui a exercé le pouvoir de façon autoritaire.

Par Suzanne CHEVALIER

A peine ses adieux faits aux Sénégalais, Macky Sall a trouvé un nouveau job. Aussitôt l'élection de son successeur confirmée, il a annoncé, avant même la passation du pouvoir, qu'il allait débuter « dès la fin de son mandat le 2 avril », son mandat d'Envoyé spécial du Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P), un poste auquel l'avait nommé le président Emmanuel Macron en novembre dernier. Pour une jeunesse sénégalaise tentée par les idées panafricanistes et souverainistes, c'est la suite logique pour un président jugé « inféodé aux intérêts français ». Macky Sall lui-même aurait sans doute rêvé d'un poste plus prestigieux au niveau international après le pouvoir. Ses partisans le voyaient déjà à l'Onu. L'un dans l'autre, il s'agit d'une reconversion express pour celui qui disait en avoir « assez » et avait « hâte » de quitter le pouvoir. Paradoxalement, il a tout fait pour retarder l'élection de son successeur, notamment en prenant la décision inédite, le 3 février, de reporter le scrutin à quelques heures du démarrage de la campagne. Auparavant, il avait pendant longtemps entretenu le flou sur une éventuelle troisième candidature à travers une série d'actes, avant d'y renoncer lors d'un discours en juillet dernier. Il a fallu la mobilisation populaire et l'intransigeance du Conseil constitutionnel pour que le scrutin se tienne avant la fin de son mandat. En fait, beaucoup le soupçonnait de vouloir reporter les élections pour se maintenir au pouvoir. Ces manœuvres ont beaucoup terni son image au niveau international où il bénéficiait jusqu'ici d'une bonne réputation grâce à son bilan matériel et les performances économiques du Sénégal (une croissance moyenne de 5% du Pib sur la période 2012-2024). En effet, en douze en de règne, Macky Sall a marqué son empreinte dans l'asphalte et le béton à travers une série d'infrastructures qui ont changé le visage de Dakar. Des réalisations obtenues au prix d'un endettement colossal. Selon l'économiste sénégalais Mounirou Ndiaye, enseignant à l'Université de Thiès, l'encours de la dette publique du Sénégal se situe aujourd'hui à 20 000 milliards de FCFA, soit plus de 70% du Pib. Toutefois, son bilan matériel, sur lequel il insiste beaucoup, avec fierté, est globalement salué par les Sénégalais, y compris ses détracteurs.

Cependant, son passif immatériel est jugé beaucoup plus négativement. Sa gestion du pouvoir est associée à la répression et à la violence policière. « Il a utilisé la répression de manière totalement abusive comparé à ses prédécesseurs », constate l'historien sénégalais Mamadou Diouf, enseignant à l'Université Columbia aux Etats-Unis. L'universitaire estime que le président sortant a fait peser des menaces sur la démocratie sénégalaise, même si la résilience du modèle sénégalais a permis une issue heureuse à la crise. Même dans son propre camp certaines critiques commencent à fuser. On l'accuse d'avoir fait perdre son dauphin Amadou Ba et d'avoir cédé le pouvoir sur un plateau d'argent à son pire opposant. La loi d'amnistie qu'il a fait voter à quelques jours de son départ du pouvoir vise à assurer ses arrières, dit-on...■

ANTICIPEZ DE GRANDES RÉALISATIONS

Aujourd'hui, aux quatre coins de l'Afrique, des communautés et des particuliers prospèrent et participent à l'essor et au succès du continent.

SERVICE
STRENGTH
VISION

VISTA BANK



«Ces dernières années et ces derniers mois ont été très difficiles au Sénégal avec beaucoup de tensions»

Alioune Tine, le fondateur du think tank Afrikajom Center qui est aussi expert indépendant auprès des Nations unies sur les droits de l'homme donne sa lecture de la situation politique du Sénégal et du Mali, deux cas d'école qui reflètent le climat politique général en Afrique de l'ouest.

Propos recueillis par Abdoulaye YERO

Le Sénégal a récemment connu une période politique tumultueuse qui a abouti à l'élection surprise du nouveau Président Bassirou Diomaye Faye. Quelle est votre analyse de ces événements qui se sont déroulés au cours des derniers mois au Sénégal?

Deux défis de taille se présentaient au Sénégal : le respect de la limitation des mandats à deux qui avait fait l'objet d'une contestation sans précédent du régime du président Abdoulaye Wade quand il a forcé un troisième mandat inconstitutionnel lors de la présidentielle de 2012. Les Sénégalais avaient mis en place le M23, un grand mouvement qui avait réuni la société civile sénégalaise et les partis politiques pour empêcher l'élection du président Wade pour un troisième mandat. C'est justement Macky Sall qui a tiré le bénéfice politique de cette mobilisation avec son élection à la magistrature suprême en février 2012. On pensait que la question du troisième mandat était résolue pour de bon. Mais la loi sur le parrainage votée en procédure d'urgence en 2017 dans un contexte de réprobation générale, avec des manifestations politiques réprimées sans état d'âme, ont constitué les premiers moments d'alerte sur les menaces d'un troisième mandat. La manière dont les candidatures des deux leaders politiques Karim Wade et Khalifa Sall qui pouvaient menacer l'élection de Macky Sall, ont été éliminées de la course de la présidentielle de 2019 par la justice pénale ont constitué un deuxième moment d'alerte sérieuse. A partir de 2021, quand Sonko a été inculpé dans l'affaire Adji Sarr/Sonko, l'idée d'un projet de troisième mandat de Macky Sall ne faisait pratiquement plus de doute et a suscité une telle mobilisation sans précédent des Sénégalais dans un contexte, exacerbé par l'effet Covid 19, ce qui a pratiquement rendu impossible un séjour durable de Sonko en prison. L'éventualité de l'élimination de Sonko pour faire un troisième mandat a été un facteur qui a permis de booster le leadership national et international du président de PASTEF (Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité). En réalité, tout est parti de là pour créer le processus électoral présidentiel le plus long marqué par des manifestations politiques violentes, des arrestations massives de leaders et militants politiques de PASTEF, mais aussi des coups de théâtre avec la médiation qui a permis d'apaiser la situation politique et un dénouement pratiquement miraculeux avec l'élection au premier tour de Bassirou Diomaye Faye.

Le deuxième défi de cette élection c'est l'amélioration et l'ancrage de la démocratie, de l'État de droit et de la bonne gouvernance qui est une préoccupation prise en charge par les Assises nationales fruit d'une réflexion collective de tous les segments de la société sénégalaise. Cette préoccupation a été prise en charge par le Sursaut Citoyen avec l'ancien premier ministre Mamadou Lamine Loum, Mamadou Ndoye, Dior Fall Sow qui ont permis la poursuite, l'actualisation et la promotion



du débat collectif sur les assises tout au long du processus présidentiel.

Pourriez-vous partager votre regard sur la fin du mandat de Macky Sall et les événements qui ont conduit à son départ ?
La fin de mandat de Macky Sall est catastrophique avec beaucoup d'incohérences dans les initiatives et les décisions sur le plan démocratique, autant du côté de l'opposition que de sa propre coalition politique qui en a fait les frais, avec la défaite cuisante du candidat de Benno, Amadou Bâ.
Les seuls points positifs, qui ne sont pas du tout minces ce sont les dernières résolutions prises pour pacifier l'espace politique. C'est ce qui a permis la libération de Sonko, Diomaye et tous les détenus politiques militant de PASTEF par l'adoption de la loi d'amnistie. Le deuxième acte positif qui a sauvé la démocratie sénégalaise c'est l'acceptation par le président Macky Sall des décisions du Conseil constitutionnel qui ont invalidé ses décrets sur le report des élections. Il faut bien reconnaître que c'est une sauvegarde de l'essentiel en matière de respect de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs. Ce qui n'est pas toujours fréquent en Afrique de l'ouest, et c'est ce qui fait aussi ce qui est convenu d'appeler l'exception sénégalaise.

> **A partir de 2021, quand Sonko a été inculpé dans l'affaire Adji Sarr/Sonko, l'idée d'un projet de troisième mandat de Macky Sall ne faisait pratiquement plus de doute et a suscité une telle mobilisation sans précédent des Sénégalais dans un contexte, exacerbé par l'effet Covid 19, ce qui a pratiquement rendu impossible un séjour durable de Sonko en prison.**

Avant les dernières élections présidentielles, les principaux opposants de Macky Sall étaient



Pour Alioune Tine, le tandem Diomaye Faye-Sonko porte les espoirs de la jeunesse sénégalaise qui a soif de liberté et de prospérité.

emprisonnés à quelques jours seulement du scrutin. Quelles négociations souterraines ont eu lieu pour la libération de ces opposants, Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko ? Quelle est votre analyse de ces événements?

C'est la conjonction de différents facteurs qui explique le dénouement heureux qui est arrivé au Sénégal, il faut reconnaître que c'est la forte mobilisation de tous les segments de la société sénégalaise pour des élections transparentes, apaisées, crédibles et inclusives qui a contribué à bloquer toutes autres formes d'issues à ces élections. Face à cette situation et aux conséquences qu'elle pourrait avoir sur la stabilité du Sénégal, le président Macky Sall a eu la lucidité et le pragmatisme de faire appel à des personnalités pour une sortie de crise. Ces personnalités ont eu des rencontres avec les leaders de PASTEF et ont pu permettre la libération des détenus politiques. Je m'honore d'avoir fait partie de ces personnalités. Cela n'est pas une surprise pour ceux qui connaissent bien les traditions sénégalaises du dialogue politique. Ça n'a pas toujours été facile, ni bien compris à cause du contexte électoral avancé et surtout à la veille de la campagne électorale. Ce qui peut se comprendre d'ailleurs. Car dès que les leaders sont sortis, ils ont imposé leur rythme et leur cadence à la campagne électorale et ont gagné sans surprises dès le premier tour. C'est ce que j'appelle la fable de la prison vers le palais.

> **La fin de mandat de Macky Sall est catastrophique avec beaucoup d'incohérences dans les initiatives et les décisions sur le plan démocratique, autant du côté de l'opposition que de sa propre coalition politique qui en a fait les frais, avec la défaite cuisante du candidat de Benno, Amadou Bâ.**

En tant que défenseur des droits de l'homme et membre engagé de la société civile au Sénégal, comment évaluez-vous la situation générale du pays ces dernières années et mois ?

Ces dernières années et ces derniers mois ont été très difficiles au Sénégal avec beaucoup de tensions et beaucoup de violences politiques du fait des enjeux politiques élevés consécutifs à la découverte du pétrole et du gaz depuis 2011. En fait, on a assisté à une crise de croissance de la démocratie sénégalaise avec l'émergence de nouvelles légitimités démocratiques, avec l'émergence d'une jeunesse plus radicale dans ses revendications souverainistes, panafricanistes, mais aussi pour une gouvernance politique plus transparente et fondée sur l'éthique.

Le 24 mars, le peuple sénégalais a élu Bassirou Diomaye Faye en tant que président de la République. Cependant, de nombreux observateurs estiment qu'il est président par défaut et que son compagnon de route et mentor politique, Ousmane Sonko, aurait dû être élu. Craignez-vous une rivalité entre ces deux personnalités ?

De mon point de vue, il s'agit d'un tandem entre Ousmane Sonko leader et président de PASTEF, prétendant légitime à la candidature à la présidence de la République et empêché par tous les moyens de compétir. Mais Sonko a eu la lucidité de proposer trois candidatures dont celle de Diomaye Faye au cas où il serait empêché. Ce qui constitue une première au Sénégal, car d'habitude dès que le leader du parti est empêché aucun autre membre du parti ne peut compétir à sa place : ce qui explique l'absence d'un candidat de la coalition Khalifa Sall en 2019, mais aussi du PDS avec la condamnation de Karim Wade. Par sa générosité, sa lucidité et son sens de l'anticipation politique, Sonko a permis non seulement la présence de son parti à la présidentielle de 2024, mais également de la gagner dès le premier tour avec son ami Bassirou Diomaye Faye.

Revenons maintenant sur le régime sortant de Macky Sall, qui a choisi son ancien Premier ministre, Amadou Ba, comme successeur politique. Quel est votre

avis sur la relation entre Macky Sall et Amadou Ba ? Pouvez-vous nous éclairer sur leur dynamique et leur influence respective ?

Amadou Bâ est un fonctionnaire des finances d'élite qui a occupé toutes les hautes fonctions liées à ses compétences spécifiques, mais aussi le ministère des Affaires étrangères. Amadou Bâ n'est pas membre fondateur de l'APR, il n'était même pas candidat à la candidature de Benno, mais quand même il a été choisi par Macky Sall. Cela dit énormément sur son influence silencieuse, mais réelle et profonde sur le parti de Macky Sall. A cela, il faut ajouter son influence internationale similaire à celle de Tidjane Thiam, mais moins visible et moins audible. Ça dit beaucoup d'ailleurs sur son intelligence politique et ses capacités d'actions souterraines qui lui ont valu une sérieuse adversité au sein de l'APR où il semblait être le mal aimé. Il a subi des attaques dures et parfois inacceptables tout au long de la campagne électorale, de l'opposition mais aussi des membres de la direction de son propre parti politique, l'APR. A partir de ce moment, on a senti une espèce de malentendu avec le président Macky Sall, ou pire des divergences politiques profondes qui ont donné l'impression d'un largage du candidat par le patron de l'APR. Ce qui nourrit d'ailleurs en ce moment, polémiques et règlements de comptes.

Quelle est votre évaluation de la place de l'armée dans la politique sénégalaise ?

L'armée sénégalaise a une vieille tradition de fidélité à la République et à l'Etat, on peut dire que c'est une armée apolitique, non partisane et qui n'a aucunement la culture du coup d'Etat militaire. Depuis la crise de décembre 1962, et son dénouement, les officiers de l'armée sénégalaise bien formés « semblent estimer que leur formation, leur culture, et leur éducation est incompatible avec les coups d'Etat militaires ». Ils savent très bien donner des signaux lisibles et perceptibles sur les limites à ne pas franchir par le pouvoir politique. Cette donne semble expliquer aussi les miracles qui arrivent au Sénégal quand tous les signaux d'une menace de catastrophe ou d'un effondrement de la république sont tous allumés, comme c'est le cas du processus électoral chaotique que nous venons de traverser entre 2021 et 2024.

Certains observateurs estiment qu'il y a une certaine impatience parmi la jeunesse sénégalaise en ce qui concerne la vie politique. Partagez-vous cet avis ? Par ailleurs, quel est le rôle des leaders religieux ? Ont-ils toujours autant d'influence qu'auparavant ?

Je partage le sentiment que la jeunesse sénégalaise est impatiente de goûter aux fruits de la rupture paradigmatique et historique intervenue au Sénégal par l'élection dès le premier tour de Bassirou Diomaye Faye et à laquelle elle a contribué de façon active, pour laquelle certains ont perdu leur vie, leur liberté et d'autres sont devenus des handicapés. Je pense que la première urgence de ce gouvernement consiste à trouver dans les meilleurs délais, les moyens de trouver du travail à une jeunesse antisystème qui a cru en Sonko et au projet de PASTEF.

> **Par sa générosité, sa lucidité et son sens de l'anticipation politique, Sonko a permis non seulement la présence de son parti à la présidentielle de 2024, mais également de la gagner dès le premier tour avec son ami Bassirou Diomaye Faye.**

Comment envisagez-vous l'avenir de l'ancien président Macky Sall ? Quels sont les défis et les opportunités qui se présentent à lui ?

Si Macky Sall dès l'élection de 2019 avait manifesté de façon claire et nette sa volonté de quitter le pouvoir après son deuxième mandat, de préparer un dauphin, peut être que son parti et sa coalition serait encore au pouvoir aujourd'hui. D'avoir raté cette occasion historique explique encore les problèmes du Sénégal et ses soucis actuels et à venir. Macky avait pratiquement tout réussi, sauf en matière de démocratie, de droits humains et de gouvernance transparente. Et aujourd'hui, il est rattrapé par l'histoire, malgré un bilan prodigieux en matière d'infrastructures et sur le plan diplomatique, notamment la gestion des crises.

Au-delà du Sénégal, pouvez-vous nous donner votre point de vue sur la situation au Mali, en particulier sur l'interdiction récente des activités des partis politiques ? Comment pensez-vous que le soldat Assimi Goita puisse être sauvé, comme vous l'avez mentionné dans l'un de vos écrits ?

La situation au Mali s'explique par beaucoup de facteurs imbriqués et connectés : d'abord la crise sécuritaire causée par l'attaque armée de la Libye par l'OTAN, à l'initiative du président Sarkozy, mais aussi par l'afflux de djihadistes qui sont chassés de l'Algérie sur un territoire très large où l'Etat et les institutions ne sont pas partout présents. Le président Idriss Déby Itno ne pouvait pas si bien dire en reconnaissant que l'OTAN n'avait pas de service après-vente après l'attaque sur la Libye, qui a déstabilisé tout le Sahel, n'avait pas été fait par l'OTAN.

L'échec des réponses sécuritaires de la CEDEAO, de la France, et de la Minusma au Mali, explique en partie toutes les difficultés d'ordre politique, diplomatique et sécuritaire



Alioume Time dans un moment de convivialité et de partage avec Ousmane Sonko.

que nous connaissons aujourd'hui avec les coups d'Etat militaires et les régimes de transition autoritaires, voire dictatoriaux.

A cela, il faut ajouter la crise de la gouvernance, de la démocratie représentative et de l'Etat de droit qui n'est pas seulement spécifique au Mali, car ce sont des crises que nous voyons dans toute la région. La crise du Mali et ses implications sont révélatrices des dysfonctionnements sérieux de la gouvernance mondiale mais aussi de la gouvernance politique de la CEDEAO et de l'UA.

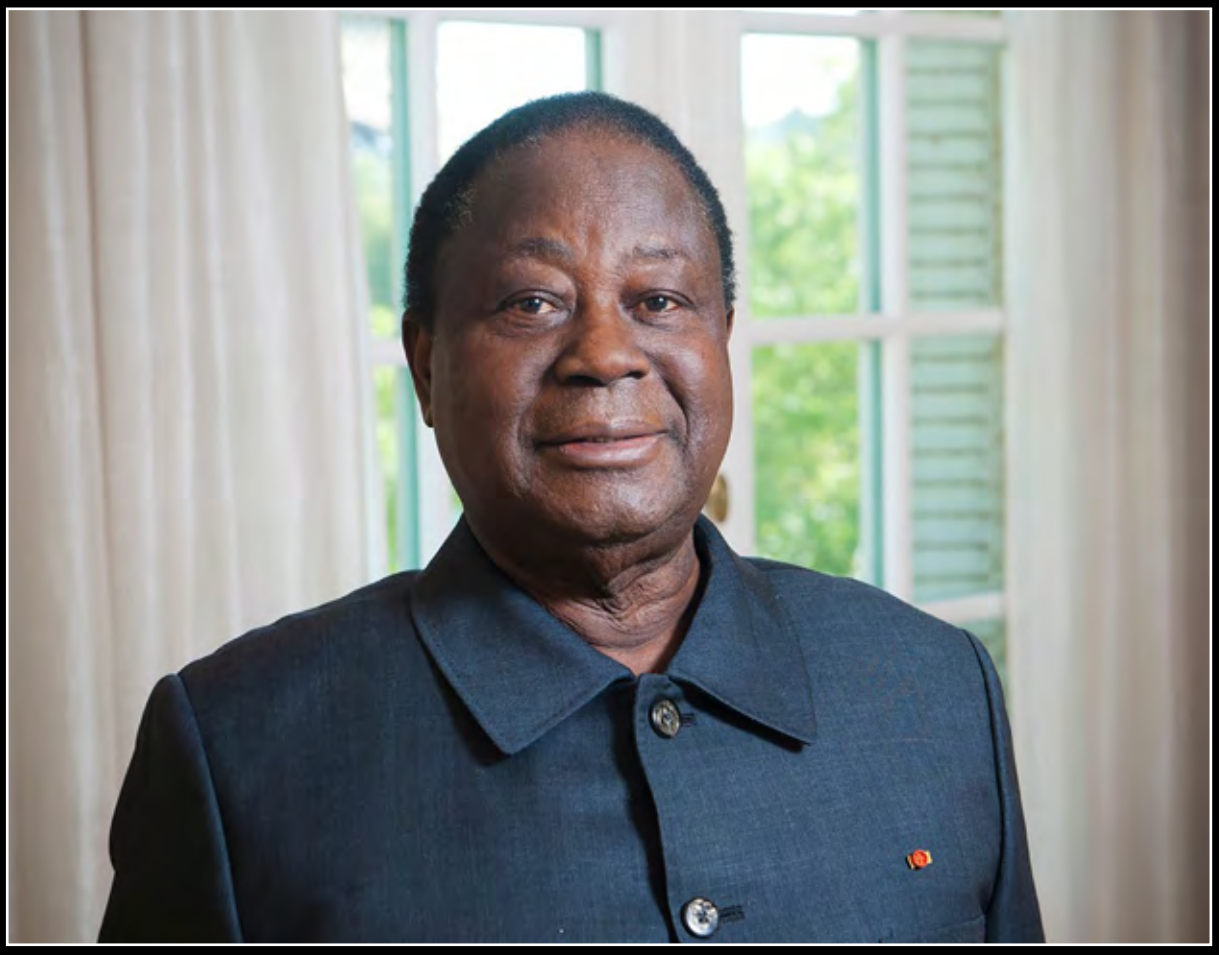
Cela dit le gouvernement de transition du président Assimi Goita a connu des avancées réelles avec la mise en place de l'assemblée de transition, l'adoption d'une nouvelle constitution, la création d'un nouvel organe de supervision et également la fixation de la date de l'élection présidentielle le 26 mars 2024. Après on a connu un revirement total avec un gouvernement de plus en plus répressif interdisant toute voix dissonante, verrouillant l'espace civique et renvoyant aux calendes grecques l'élection présidentielle sensée mettre un terme à la transition et permettant la restauration de l'ordre constitutionnel. Cela créé une impasse politique dans un contexte où la situation sécuritaire continue à se dégrader malgré la prise de Kidal par les Famas et le groupe Wagner.

« Je partage le sentiment que la jeunesse sénégalaise est impatiente de goûter aux fruits de la rupture paradigmatique et historique intervenue au Sénégal par l'élection dès le premier tour de Bassirou Diomaye Faye et à laquelle elle a contribué de façon active, pour laquelle certains ont perdu leur vie.

La solution de sagesse pour sauver le président Assimi Goita est simple et accessible: il faut engager un dialogue politique avec toutes les forces vives du Mali pour une sortie de crise consensuelle ; il faut libérer tous les détenus politiques, libérer l'espace civique, reconnaître les libertés fondamentales des Maliens contenues dans la constitution et autoriser le retour des réfugiés politiques maliens. Et ensemble trouver une solution durable à la guerre civile, en établissant le dialogue avec tous les Maliens impliqués dans le conflit des groupes djihadistes armés au Mali.■

Côte d'Ivoire

Konan Bédié sera inhumé le 1er juin



© DR

Henry Konan Bédié, ancien président ivoirien et ancien président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), sera inhumé le 1er juin à Daoukro, sa ville natale. Les obsèques débuteront le 19 mai par une présentation des condoléances à la résidence du défunt à Cocody, Abidjan. Un hommage officiel aura lieu le 23 mai lors de la levée du corps à la présidence de la République et à l'Assemblée nationale, suivi d'une cérémonie à la maison du parti. Un hommage populaire de quatre jours sera également organisé à Daoukro à partir du 27 mai.▪

LIBÉRIA

Les crimes de guerre seront jugés

Au Libéria, un tribunal spécial sera créé pour juger les crimes commis lors des deux guerres civiles qui ont eu lieu de 1989 à 2003. Cette résolution, proposée par le président libérien Joseph Boakai et votée à l'unanimité par la Chambre basse du Parlement, vise à rendre justice aux victimes de ces conflits meurtriers qui ont fait 250 000 morts. La Cour spéciale fonctionnera selon les normes internationales et jugera non seulement les crimes de guerre, mais aussi les crimes économiques. La communauté internationale est appelée à soutenir ce tribunal dans sa mise en place.▪

DIPLOMATIE

Offensive ukrainienne en Afrique

Dans le domaine de la diplomatie, l'Ukraine a récemment ouvert six nouvelles ambassades en Afrique, notamment en République démocratique du Congo (RDC), en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Botswana, au Mozambique et au Rwanda. Cette initiative est perçue par certains comme une offensive de l'Ukraine contre la Russie, dans un contexte où Moscou renforce sa présence et son influence en Afrique. Cette ouverture d'ambassades intervient également à un moment où l'Ukraine est confrontée à des tensions avec la Russie sur le front intérieur.▪

MALI

Un dialogue national dans la contestation

Au Mali, un dialogue national a été lancé par les autorités depuis le 13 avril dans le but de promouvoir la cohésion nationale. Les débats ont commencé au niveau des communes et se poursuivront au niveau régional et national. Cependant, le régime militaire a suspendu les activités des partis politiques et de la société civile et souhaite que ce dialogue se déroule dans un climat serein. Malgré cela, de nombreux partis politiques et organisations de la société civile considèrent cette démarche comme illégale et ont appelé au boycott. Par ailleurs, les groupes armés du nord du pays, qualifiés de "terroristes" par le gouvernement, ne participent pas à ces discussions.▪

GÉNOCIDE AU RWANDA

Le mea culpa de Macron

Le président français, Emmanuel Macron, a réaffirmé la responsabilité de la France dans le génocide rwandais lors de la commémoration du 30e anniversaire de cet événement. Dans une vidéo diffusée le 7 avril, Macron a confirmé ses propos tenus lors de sa visite à Kigali en mai 2021, où il avait reconnu la responsabilité de la France dans le génocide. Il a déclaré que la France assumait pleinement cette responsabilité, mais n'a pas présenté d'excuses officielles au peuple rwandais.▪

LE CHIFFRE

100 milliards FCFA

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire, qui est actuellement le deuxième produc-teur et importateur de riz en Afrique de l'Ouest après le Nigeria, a décidé de changer la donne. Dans le but d'atteindre l'autosuffisance, le gouvernement mul-tiplie les partenariats avec le secteur privé dans le domaine du riz pour combler le déficit de production. Le ministre de l'Agriculture, Kobenan Adjoumani, a récemment signé une convention de financement de 100 milliards de Fcfa (162,5 millions de dollars) avec le groupe israélien Ekobell, spécialisé dans les services agricoles. Ce partenariat a pour objectif la réalisation d'un projet rizicole dans la région du Haut-Sassandra d'ici la fin de 2025. Ce projet comprendra l'installation et le développement d'un domaine rizicole intégré sur 6 000 hectares, couvrant les sous-préfectures de Gonaté et Boguedia. En plus de cela, le projet prévoit la mise en place d'installations de transformation du riz et de systèmes de gestion de l'eau.▪

METRO

SAMSON JOHNSON


© DR

Le jeune basketteur togolais Samson Johnson trace son chemin vers le haut niveau. Il a récemment écrit l'Histoire avec son équipe des Huskies de l'Université de Connecticut (UConn). L'Université du Connecticut est devenue la première équipe universitaire de Division I à remporter des championnats consécutifs depuis la Floride il y a 17 ans. Samson Johnson a rejoint les Huskies de l'Université de Connecticut en 2021 seulement. Les Huskies sont une équipe de renommée nationale, et jouer pour cette équipe est considéré comme un grand honneur dans le monde universitaire. Bien qu'il soit encore en début de carrièr, Samson Johnson a montré des signes prometteurs de développement en tant que joueur. Il continue de travailler sur son jeu et de s'adapter au niveau de compétition élevé de la NCAA. En dehors du terrain, Samson Johnson, pur produit de l'Académie Swallow au Togo est apprécié pour son attitude positive et son travail acharné. Il est considéré comme un coéquipier dévoué et un joueur qui met l'équipe en avant.▪

AKERE MUNA


© DR

L'avocat et consultant camerounais de renom, a récemment été nommé ambassadeur de bonne volonté de la Facilité africaine de soutien juridique (FASJ) pour un mandat de trois ans au service de cette jeune institution. Akere Muna s'emploiera activement à promouvoir l'organisation et à mobiliser des ressources pour rendre les services de l'ALSF accessibles à ses pays membres. Créée en 2008 avec le soutien de la Banque africaine de développement, l'ALSF a pour objectif d'aider les pays africains à négocier des transactions complexes en matière de dette, de ressources naturelles et d'investissement. En jouant un rôle crucial dans l'égalisation des règles du jeu juridique pour les nations africaines et leurs partenaires, cette organisation pionnière occupe une position unique pour restaurer l'équité dans l'exploitation des ressources naturelles du continent et aider les pays africains à gérer leur dette souveraine de manière efficace. ▪

KEVIN DENKEY


© DR

L'international togolais de football Kevin Denkey, qui joue pour le club belge du Cercle de Bruges, réalise une saison exceptionnelle qui attire l'attention des clubs étrangers. Depuis son arrivée du Nîmes Olympique il y a trois ans, Denkey a progres-sé de manière spectaculaire et pourrait faire son grand retour en Ligue 1 française cet été. Plusieurs clubs français, dont Lens, Lyon et l'AS Monaco, sont en effet inté-ressés par ses services. Les performances de Denkey en Pro League ne laissent au-cun doute quant à ses ambitions lors du prochain mercato estival. Il enfile but sur but. Au moment où nous mettions sous presse, il avait déjà mis 25 pions en cham-pionnat, ce qui en fait l'un des meilleurs buteurs dans toute l'Europe. Son avenir semble prometteur et les clubs français et notamment l'AS Monaco rivalisent pour le recruter. Ls chiffres évoqués pourraient faire de son probable transfert l'un des plus importants de l'histoire du Cercle de Bruges.▪

RETRO

JACOB ZUMA


© DR

Jacob Zuma, l'ancien président sud-africain, refuse de se laisser abattre. Malgré sa suspension par le Congrès national africain (ANC), son parti, il a décidé de faire campagne pour une nouvelle formation politique. De plus, il se présentera comme candidat aux prochaines élections présidentielles du 29 mai. Jacob Zuma souhaite représenter le parti MK (uMkhonto weSizwe), une nouvelle organisation politique à laquelle il a adhéré après avoir quitté le parti au pouvoir. Depuis lors, il est au centre d'une bataille juridique qui tient l'Afrique du Sud en haleine. Initialement, la Commission électorale indépendante avait décidé que M. Zuma ne pouvait pas se présenter aux élections en raison de son casier judiciaire. Cependant, l'ancien chef de l'État a saisi la justice et a obtenu gain de cause. Néanmoins, l'ANC, le parti au pouvoir, qui a tenté sans succès de faire retirer le MK de la liste des partis enregistrés pour les élections, espère toujours empêcher Jacob Zuma de mener sa campagne.▪

DINA BOLUARTE


© DR

Dina Boluarte, la présidente par intérim du Pérou, fait face à une situation délicate alors que son domicile a été récemment perquisitionné dans le cadre d'une enquête pour enrichissement illicite. Les autorités la soupçonnent de ne pas avoir déclaré dans son patrimoine une collection de montres de luxe, notamment des montres Rolex. Selon des sources policières, pas moins d'une quarantaine d'agents et de magistrats ont été mobilisés dans le but de fouiller la maison de Dina Boluarte et de saisir les montres incriminées. De plus, le siège du gouvernement a également été perquisitionné, conformément à l'ordre émis par le tribunal. Il convient de rappeler que, dans un système judiciaire équitable, chaque individu est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire, et cela s'applique également à la femme politique. Cependant, cette affaire compromet sérieusement l'image de sa fonction. En attendant les résultats de l'enquête, Dina Boluarte a promis de coopérer pleinement pour faire la lumière sur cette affaire et rétablir la confiance de la population.▪

ASSIMI GOITA


© DR

Le président de la Transition de la République du Mali, est vivement critiqué depuis un certain temps. En mars dernier, des associations et partis politiques ont dénoncé un "vide juridique" après la fin officielle de la transition malienne et ont appelé à la tenue d'élections. Cependant, le gouvernement d'Assimi Goïta considère ces activités comme "subversives" et estime qu'il y a des priorités plus urgentes. Récemment, il a signé un décret suspendant les activités de tous les partis et associations politiques. Assimi Goïta est au pouvoir depuis près de 3 ans à la suite d'un coup d'État et avait annoncé en septembre 2023 le report de l'élection présidentielle initialement prévue en février 2024, sans préciser de nouvelle date. Cette décision était justifiée par des raisons techniques, notamment des problèmes liés à la constitution et à la base de données du Recensement administratif à vocation d'État civil (RAVEC), fournie par la société française IDEMIA. Quoi qu'il en soit, la Transition, qui devait initialement durer 24 mois, a légalement pris fin le 26 mars 2024. Cependant, les élections ne sont pas à l'ordre du jour.▪

ILS BOUGENT...

MOHAMADOU HAYATOU

Mohamadou Hayatou, un financier camerounais, a été nommé responsable régional des opérations du secteur privé en Afrique centrale au sein du groupe de la Banque africaine de développement (BAD). Avant cette nomination, Mohamadou Hayatou occupait le poste de Directeur de la stratégie du secteur privé au sein de la BAD, où il a contribué à l'élaboration de la stratégie de développement du secteur privé pour les années 2021-2025. Le secteur privé en Afrique représente une part importante de l'emploi, du PIB et des investissements, et il joue un rôle clé dans la création d'emplois et la croissance inclusive et durable. Avec son expérience au sein de la BAD, Hayatou est bien préparé pour relever les défis qui l'attendent en Afrique centrale.▪

MARCEL ONDÉLÉ

Le Congolais Marcel Ondélé, a été nommé le 9 avril dernier, secrétaire général de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), l'organisme de régulation bancaire de la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA). Cette nomination a été entérinée lors d'une session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État de la Cemac, tenue par visioconférence. Patricia Danielle Manon, une Gabonaise, sera son adjointe. Ondélé a accumulé une expérience dans les institutions communautaires, notamment à la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), où il a gravi les échelons jusqu'à devenir secrétaire général. Il a ensuite été nommé vice-président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC).▪

DIARETOU MADINA GAYE DIENG

La Sénégalaise Diaretou Madina Gaye Dieng, a récemment été nommée présidente du Cluster Afrique francophone & Îles de Schneider Electric, une société internationale spécialisée dans la transformation digitale de la gestion de l'énergie et l'automatisation. Elle dirigera les activités du groupe dans soixante pays situés dans le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest et centrale, ainsi que les îles, depuis Casablanca au Maroc. Sa mission consistera à mettre en œuvre la stratégie de Schneider Electric dans cette région, en se concentrant sur des secteurs clés tels que les infrastructures, l'industrie, les data centers et les bâtiments. Avant de rejoindre Schneider Electric, Diaretou Madina Gaye Dieng occupait le poste de cheffe de cabinet du directeur général du groupe Sonatel, qui opère dans 5 pays sous la marque Orange (Sénégal, Mali, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone). Elle possède plus de vingt ans d'expérience professionnelle et une solide expérience des marchés des TIC en Afrique.▪

IGBOJE AIG-IMOUKHUEDE

Aigboje Aig-Imoukhuede a récemment été nommé président d'Access Holdings, le plus grand groupe bancaire du Nigeria, suite au décès du PDG Herbert Wigwe. Aigboje Aig-Imoukhuede a une carrière impressionnante qui s'étend sur plus de trois décennies. En 2002, il est devenu directeur général du groupe et directeur général de Access Bank. La banque a alors connu une transformation remarquable, passant d'un acteur mineur à l'une des cinq plus grandes banques du Nigeria. Son retour à la tête du conseil d'administration de la société mère d'Access Bank marque une nouvelle étape dans sa carrière impressionnante et démontre sa capacité à relever des défis importants. ▪

NIGER

Un soutien militaire russe



Le Niger a reçu un soutien militaire important de la Russie le 10 avril dernier. Ce soutien fait partie de la nouvelle coopération entre les deux pays et comprend des instructeurs russes ainsi qu'un matériel militaire sophistiqué. Selon la télévision d'État nigérienne, la Russie a l'intention d'installer un système de défense antiaérien capable d'assurer le contrôle total de l'espace aérien du Niger. Un avion de transport russe, l'Iliouchine-76, est arrivé à Niamey avec à son bord du matériel militaire de dernière génération et des instructeurs du ministère russe de la Défense. Ce soutien de la Russie intervient après que le Niger ait dénoncé avec effet immédiat l'accord de coopération militaire avec les États-Unis et la présence de plus de 1 000 soldats américains sur son territoire. Comme de nombreux pays du Sahel, le Niger est confronté en permanence à une menace terroriste. ▪

CONGO

Désaccord autour du recensement de la population

Les résultats du 5e recensement général de la population (RGPH5) au Congo, publiés en février dernier par le gouvernement, font l'objet de contestations. Selon ces chiffres, la population du pays est passée officiellement d'environ 4 millions de personnes en 2007 à plus de 6 millions en 2023. Cependant, l'opposition remet en question ces données en soulignant des faiblesses dans certains sites, districts et départements qui remettent en cause la véracité des chiffres publiés. Certains départements sont accusés d'avoir été surestimés tandis que d'autres sont sous-estimés. Par exemple, selon Pascal Tsaty Mabiala, président de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), la population de la région de Bouenza, réputée pour être densément peuplée, n'aurait augmenté que de 57 000 habitants, tandis que la région de Likouala, une région forestière moins peuplée, aurait augmenté de plus de 200 000 personnes sur la même période.▪

DÉCLARATION ET PAIEMENT D'IMPÔTS

Le Gabon bascule dans le digital

Le pays fait un pas vers la digitalisation en matière de déclaration et de paiement des impôts. Les contribuables gabonais pourront désormais effectuer leurs déclarations et paiements en ligne grâce à un nouveau portail appelé "Digitax". Ce service numérique permettra aux contribuables de payer leurs taxes sans se déplacer physiquement aux centres des impôts. Ils auront simplement besoin d'un ordinateur ou d'un téléphone portable équipé d'une application spécifique de Mobile money. Cette dématérialisation des procédures vise à mieux contrôler la collecte des impôts et à lutter plus efficacement contre la corruption.▪

NIGERIA

Shell sur la sellette

La multinationale pétrolière est sous le feu des critiques au Nigeria. Plusieurs organisations de la société civile, dont Amnesty International, s'opposent à la vente des activités terrestres de Shell tant que l'entreprise n'aura pas pris les mesures nécessaires pour nettoyer la pollution qu'elle a laissée derrière elle. En janvier dernier, Shell a annoncé avoir trouvé un accord pour vendre ses actifs dans le Delta du Niger pour une somme pouvant atteindre 2,4 milliards de dollars. Cependant, une lettre ouverte a été publiée le 15 avril, appelant les autorités nigérianes à arrêter cette vente en raison de préoccupations réglementaires et légales. Amnesty International souligne notamment l'absence d'étude environnementale et d'inventaire des actifs physiques vendus, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'état de délabrement des oléoducs et des infrastructures responsables de nombreuses fuites.▪

SANS LANGUE DE BOIS

MOUSSA FAKI MAHAMAT

Président de la Commission de l'Union africaine.

« De toutes les façons, quel que soit le cas de figure, dénombrer officiellement plus de 50 morts et 300 blessés pour une manifestation de civils me semble une utilisation abusive des armes. »

« Mon expérience à la tête de la commission de l'UA m'ont permis d'écouter toutes les sources d'opinion en Afrique. L'un des nombreux thèmes de convergence de ces opinions est celui du souhait unanime de voir les partenariats avec le reste du monde emprunter cette voie du concret, des faits, de l'impact sur le quotidien des citoyens africains. »

« Depuis pratiquement plus de deux décennies, l'est du Congo est en troubles. C'est éprouvant pour le peuple congolais. C'est éprouvant pour son voisinage, c'est éprouvant pour l'ensemble du continent…»

« Je suis un citoyen tchadien. Et tout citoyen tchadien qui remplit les conditions peut à un moment ou à un autre avoir des ambitions, ou un projet pour son pays. »

"L'intégration régionale est essentielle pour l'Afrique. Nous devons renforcer les liens économiques, politiques et culturels entre les pays africains pour favoriser le développement et la prospérité."

« La décision de la Cour internationale de justice confirme le respect du droit international et la nécessité pour Israël de se conformer impérativement à ses obligations en vertu de la Convention sur le génocide »



.« Les militaires qui assurent les transitions ne doivent pas se présenter aux élections »

.« Le seul recours dont l'Afrique dispose face aux défis de l'heure est son unité et sa solidarité. Une unité que nous construisons avec persévérance et tolérance, dans un effort de collaboration qui transcende les particularismes, neutralise les considérations contraires à l'intérêt général et se ressource en permanence de la compréhension mutuelle. »

.« En Afrique, le tripatouillage des constitutions constitue un problème. L'organisation des élections transparentes pose problème. L'exclusion pose un problème. Les changements non constitutionnels de gouvernement posent problème »

© DR

Judith Suminwa Tuluka

Cheffe d'orchestre

Cette économiste de formation, originaire du Kongo-Central est depuis le 1er avril, la cheffe du gouvernement de la République démocratique du Congo. Elle est ainsi la toute première femme Premier ministre de l'histoire du pays.

Vanessa ITGNIA

Judith Suminwa Tuluka, diplômée en comptabilité de l'École de promotion et de formation continue (EPFC) de Bruxelles et titulaire d'une maîtrise en économie appliquée de l'Université libre de Bruxelles (ULB) est entrée dans l'Histoire. En tant que toute première femme Premier ministre de la République démocratique du Congo, elle brise les barrières de genre et ouvre la voie à d'autres femmes pour occuper des postes de leadership. Sa nomination en tant que Premier ministre est la conséquence de sa longue carrière dans l'administration publique et son engagement envers la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix. Avant d'occuper cette fonction, elle a occupé divers postes de responsabilité, notamment en tant que ministre du Plan, avec un rang de ministre d'Etat, ce qui témoigne de sa compétence et de sa détermination à servir son pays. C'est également la preuve qu'elle jouit de la confiance du Président congolais Félix Tshisekedi.

Au demeurant, il lui était difficile de passer sous les radars tant la cheffe du gouvernement congolais a fait ses preuves. Membre active de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti du président, elle a acquis une précieuse expérience internationale grâce à son travail dans les agences des Nations unies. Cette expérience lui a permis de développer des compétences en matière de gouvernance démocratique et de consolidation de la paix, des domaines cruciaux pour la stabilité et le développement de la RDC. La nouvelle cheffe du gouvernement a en effet par le passé travaillé comme cheffe d'un projet pour la réforme de l'armée et d'un autre axé sur la réforme de la police aux îles Comores. Et après avoir quitté les Nations Unies, au sein de l'administration publique congolaise précisément le ministère du Budget, elle a été Conseillère en charge de la Cellule du changement de climat des affaires. Par ailleurs, au sein du système des Nations unies, elle a été pendant 4 ans, Coordonnatrice du Programme du pilier gouvernance et renforcement de la démocratie.

> **Sa nomination envoie un message fort sur l'importance de l'égalité des genres et de la représentation des femmes dans la politique congolaise. C'est un moment historique pour la RDC et une étape importante vers une société plus inclusive et égalitaire.**

Dans un environnement particulier, Judith Suminwa Tuluka aura la responsabilité de diriger le gouvernement et de prendre des décisions cruciales pour le développement et la stabilité de la RDC. Elle sera confrontée à des défis complexes, tels que le climat politique instable et les zones en crise du pays. Cependant, avec son expérience et sa détermination, elle est prête à relever ces défis et à travailler en étroite collaboration avec le président congolais pour améliorer la situation du pays.

Par ailleurs, cette épouse et mère de deux enfants comprend les défis auxquels sont confrontées les femmes dans la société congolaise. Elle est un modèle inspirant pour les jeunes filles et les femmes qui aspirent à des postes de leadership. Sa nomination envoie un message fort sur l'importance de l'égalité des genres et de la représentation des femmes dans la politique congolaise. C'est un moment historique pour la RDC et une étape importante vers une société plus inclusive et égalitaire. Son leadership inspirant et son engagement envers la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix font d'elle une force motrice pour le changement dans son pays.

La cheffe du gouvernement congolais est consciente de ses nouvelles responsabilités et des espoirs placés en elle. « Je sais que la tâche est grande, les défis sont immenses, mais ensemble (...) on y arrivera », a-t-elle déclaré juste après l'annonce de sa nomination le 1er avril 2024. Judith Suminwa Tuluka sait d'où elle vient et souhaite apporter sa contribution à la construction de son pays.■



© DR



Tchad

Curieux duel Déby-Masra

L'élection présidentielle du 6 mai 2024 suscite des doutes quant aux véritables intentions du président de transition Mahamat Idriss Déby Itno et de son Premier ministre Succès Masra.

Par Claire MEZANG

L'élection présidentielle prévue pour le 6 mai 2024 suscite un vif intérêt au Tchad, notamment en raison du curieux « duel » entre le président de transition Mahamat Idriss Deby Itno et son Premier ministre Succès Masra. Cette élection revêt une importance capitale pour l'avenir politique du pays, marqué par la transition politique depuis le décès du Maréchal Idriss Déby Itno en avril 2021.

Le général Mahamat Idriss Deby, qui assure la présidence de transition, se présente en tant que candidat pour conserver son poste. À la tête du Mouvement patriotique du salut (MPS), parti politique historique et puissant au Tchad, il est considéré comme le favori de cette élection, d'autant plus que l'opposition est affaiblie par des divisions internes et des pertes tragiques, telles que l'assassinat récent de l'opposant Yaya Dillo Djerou.

Toutefois, la candidature de Succès Masra, actuel Premier ministre du Tchad et membre du parti politique "Les Transformateurs", apporte un élément intrigant à cette élection. Masra, qui affirme avoir pour objectif de conquérir le pouvoir et d'unir le peuple tchadien, entretient des liens étroits avec le régime en place à N'Djamena, notamment grâce à la médiation du président congolais Félix Tshisekedi.

Ce « duel » entre Deby et Masra soulève des interrogations sur les véritables intentions des deux candidats et sur l'orientation politique future du Tchad.



Alors que Deby représente la continuité du pouvoir en place et bénéficie d'un soutien solide, Masra incarne un potentiel de changement et de renouveau, malgré ses liens avec l'actuel gouvernement.

Toujours est-il que la tenue de la présidentielle du 6 mai 2024 au Tchad vise à mettre un terme au cycle de violence qui a secoué le pays depuis octobre 2022. Cependant, malgré les candidatures concurrentes, des doutes persistent quant aux véritables intentions du président de transition Mahamat Idriss Deby Itno. Des signes inquiétants, tels que l'assassinat de l'opposant Yaya Dillo Djerou et la répression à l'encontre des opposants, remettent en question sa volonté de respecter les principes démocratiques et de céder le pouvoir en cas de défaite électorale, selon certains observateurs. Fantasme ou procès d'intention ? Rien n'est moins sûr.

Au Tchad, l'élection présidentielle est souvent perçue comme un moyen de légitimer le pouvoir en place plutôt que de refléter une démocratie authentique. La composition de l'Agence nationale de gestion des élections (ANGE), largement favorable au président Déby, et la nomination de Jean-Bernard Padaré, porte-parole du MPS, alimentent les soupçons d'un possible contrôle du processus électoral par le gouvernement en place.

« Le « duel » entre Deby et Masra soulève des interrogations sur les véritables intentions des deux candidats et sur l'orientation politique future du Tchad. Alors que Deby représente la continuité du pouvoir en place et bénéficie d'un soutien solide, Masra incarne un potentiel de changement et de renouveau, malgré ses liens avec l'actuel gouvernement.

Malgré les espoirs suscités par le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) en 2022, ainsi que par le retour de l'ex-opposant Succès Masra après un an d'exil, le climat politique demeure marqué par la méfiance et la suspicion au Tchad. Les citoyens tchadiens s'interrogent sur les véritables objectifs de cette élection et sur l'orientation future du pays.

Dans ce contexte, le « duel » politique entre Deby et Masra revêt une importance particulière. Il incarne à la fois l'espoir d'un changement véritable et la crainte d'une perpétuation du règne du « clan Deby » qui a longtemps dominé la scène politique tchadienne. Les citoyens du Tchad sont confrontés à un choix crucial qui façonnera l'avenir politique du pays et déterminera s'il pourra réellement s'engager sur la voie de la démocratie et de la stabilité.■



Les citoyens mobilisés

Des initiatives émergent pour encourager les Tchadiens à faire le bon choix.

Abdoulaye YERO

L'initiative citoyenne *"Espoirs Citoyens"*, un regroupement de personnes préoccupées par la réalité et l'avenir du Tchad fait campagne pour le Président de la Transition. Cette initiative a pour figure de proue, Ramada Abderahim Ndiaye, une Inspectrice des Finances qui a décidé, de manière objective et factuelle, de soutenir la candidature de Mahamat Idriss Déby Itno (MIDI) dans le but de proposer des idées novatrices et des solutions pour améliorer la situation des populations et l'économie tchadienne, tel que défini dans son programme politique. D'après Ramada Abderahim Ndiaye, Présidente de l'initiative, *« la politique de la main tendue et la réconciliation nationale, auxquelles nous avons tous assisté, sont les principales motivations de notre soutien. En plus d'avoir permis la réunification des familles tchadiennes, elles représentent un espoir pour un Tchad uni dans sa diversité, une idée chère aux Tchadiens et un rempart contre la division et l'identitarisme. Notre soutien reflète également notre souci d'objectivité face au leadership humble du Président de la République. »*

Davantage, d'après *«Espoirs Citoyens»*, qui regroupe de nombreux cadres de l'administration tchadienne, de la société civile et des citoyens ordinaires, s'il ne faut pas éluder les problèmes que rencontrent le Tchad, il ne faut pas non plus ignorer les progrès accomplis. Ainsi, les



difficultés réelles, notamment en matière d'énergie, sont une priorité absolue pour le tchadien et celle du Président, qui a humblement demandé pardon au peuple tchadien à ce sujet dans un récent discours à la nation. Cet acte fort, d'une grande portée symbolique, témoigne de sa volonté de rompre avec certaines pratiques bureaucratiques rigides et de donner l'exemple en respectant l'idée d'un État de droit, avec *« plus de justice et d'égalité entre les Tchadiens»*, comme le prévoit son programme politique.

Par ailleurs, les qualités personnelles du candidat Déby Itno, telles que sa piété sincère et son souci de transparence, comme le révèle son ouvrage "De Bédouin à Président". Ainsi en tant que croyants, la foi en Dieu est un gage de bonne moralité, d'empathie et de générosité, et constitue certainement un des principaux facteurs de proximité entre les gouvernants et le peuple rappelle Ramada Abderahim Ndiaye.

«Espoirs Citoyens» salue la vision d'avenir et le programme politique du Président, qui propose des mesures concrètes articulées autour de certains axes d'action. L'axe de lutte contre la corruption et la moralisation de la vie publique attire particulièrement l'attention, notamment en ce qui concerne la gouvernance des entreprises

« Espoirs Citoyens » salue la vision d'avenir et le programme politique du Président, qui propose des mesures concrètes articulées autour de certains axes d'action. L'axe de lutte contre la corruption et la moralisation de la vie publique attire particulièrement l'attention, notamment en ce qui concerne la gouvernance des entreprises publiques.



Ramada Abderahim Ndiaye, présidente de l'initiative citoyenne "Espoirs Citoyens".

publiques. En tant que cadre supérieur de l'administration publique, *« je ressens le devoir de remettre en question notre mode de fonctionnement. J'appelle toutes les personnes soucieuses et tous les cadres, qu'ils soient du secteur public ou privé, à adhérer à l'initiative afin de trouver ensemble des solutions adaptées à nos réalités. Sommes-nous performants ? Sommes-nous méritants ? Que devons-nous changer et comment pouvons-nous mieux aider l'État ? »* s'interroge l'une des meneuses de la mobilisation en faveur du candidat Déby Itno. Ce questionnement réflexif d'Espoirs Citoyens" résonne comme un appel au changement de cap pour le Tchad ce qui épouse semble-t-il la vision du candidat Mahamat Idriss Déby Itno. Le 6 mai prochain, les Tchadiens devront matérialiser leur adhésion par un vote en faveur de MIDI.▪

Guinée équatoriale

Obiang Nguema réchauffe ses relations avec l'Europe

Le président équatoguinéen a récemment nommé un diplomate d'expérience, Miguel Ndong Oyono Mifumu comme nouveau Représentant de la Guinée Equatoriale auprès de la Belgique, des Pays Bas, du Luxembourg et de l'Union Européenne.

Par Georges Auréole BAMBA



© DR

Le président équatoguinéen, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, dont les relations avec plusieurs pays européens étaient tendues ces dernières années a récemment pris des mesures pour relancer la coopération entre la Guinée équatoriale et l'Europe. Dans cette optique, Miguel Ndong Oyono Mifumu a été nommé représentant de la Guinée équatoriale auprès de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg et de l'Union européenne. Diplomate chevronné, il dispose d'une solide expérience dans les relations internationales et connaît les codes de la diplomatie européenne. Son parcours en tant qu'ambassadeur à Paris pendant près d'une décennie lui a permis de développer des compétences en matière de dialogue et de négociation.

La nomination de Miguel Ndong Oyono Mifumu, un diplomate expérimenté et de confiance, témoigne de la volonté de tourner la page et de renouer le dialogue. La Guinée équatoriale de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a connu des tensions diplomatiques avec certains pays européens au cours des dernières années. Ces différends ont entravé la coopération et les échanges économiques entre les deux parties. La nomination d'un diplomate expéri-


© DR

mentée est perçue comme un signal fort de la volonté de la Guinée équatoriale de renouer avec l'Europe. Son expertise et sa connaissance des enjeux diplomatiques internationaux seront essentielles pour tourner la page des malentendus qui ont marqué les relations entre Malabo et l'Europe. Il aura pour mission de rétablir la confiance mutuelle et d'ouvrir la voie à une collaboration plus étroite sur des questions d'intérêt commun.

Cette démarche de relance des relations entre la Guinée équatoriale et l'Europe est cruciale tant sur le plan économique que politique. La Guinée équatoriale dispose de ressources naturelles importantes, notamment dans le secteur pétrolier, et souhaite depuis plusieurs années diversifier son économie en attirant des investissements étrangers. Une coopération renforcée avec l'Europe pourrait favoriser le développement économique du pays et ouvrir de nouvelles opportunités pour les entreprises européennes.

Sur le plan politique, le réchauffement des relations avec l'Europe pourrait également contribuer à renforcer la stabilité et la gouvernance en Guinée équatoriale. Les échanges diplomatiques et les partenariats dans des domaines tels que la sécurité, la lutte contre la corruption et la promotion des droits de l'homme pourraient jouer un rôle clé dans la consolidation des institutions démocratiques du pays.

La nomination de Miguel Ndong Oyono Mifumu, un diplomate expérimenté et de confiance, témoigne de la volonté de tourner la page et de renouer le dialogue. La Guinée équatoriale de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a connu des tensions diplomatiques avec certains pays européens au cours des dernières années.

Cependant, la réconciliation entre la Guinée équatoriale et l'Europe ne se fera pas sans défis. Les divergences persistantes sur certaines questions sensibles, telles que les droits de l'homme et la gouvernance, nécessitent un dialogue ouvert et constructif. Il est essentiel pour les deux parties de trouver un terrain d'entente et de respecter les principes fondamentaux qui sous-tendent les relations internationales. A ce propos, après plusieurs années d'attente et d'engagement sans suite, la Guinée équatoriale a aboli il y a quelques mois, la peine capitale. Il s'agit là d'un geste fortement apprécié au niveau international. Dans le même ordre d'idées, le président équato-guinéen, a remis le 10 mars 2023 à Malabo, le prix de l'Unesco pour la recherche en sciences de la vie. Cet engagement des autorités de Malabo en faveur de la science, rentre dans le cadre d'une opération de charme de leur pays à l'international.▪



RDC

Quelle alternative après l'ONU ?

La Mission onusienne va quitter le pays après 25 années de présence. Des interrogations émergent sur les forces qui vont prendre le relais face à la menace sécuritaire persistante dans le pays.

Par Suzanne CHEVALIER



© DR

Après le départ de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), des interrogations persistent quant à l'alternative qui prendra le relais pour assurer la sécurité des civils dans les zones de conflit. La RDC devra-t-elle être en mesure d'assurer sa propre sécurité sans la présence des forces étrangères ? C'est une question qui préoccupe les esprits tant dans le pays qu'à l'étranger alors que la force onusienne se prépare à partir définitivement.

Conformément à l'accord de désengagement signé en novembre 2023 entre le gouvernement congolais, la Monusco doit quitter le pays au plus tard le 31 décembre 2024. Cette décision fait suite aux demandes répétées des Congolais qui estiment que la Monusco n'a pas été suffisamment efficace dans la protection des civils contre les groupes armés. Le retrait onusien est prévu en trois phases. La



© DR

première prévoit le retrait de la Monusco du Sud-Kivu, d'ici le 30 avril pour ses militaires et policiers, le 30 juin pour sa composante civile. Avant le mois de mai, la force onusienne est censée quitter ses 14 bases de la province pour les céder aux forces de sécurité congolaises. C'est à Kamanyola que le désengagement onusien a démarré et les clés de cette base ont été remises à la police nationale congolaise (PNC).

Après le Sud-Kivu, l'Ituri et le Nord-Kivu, vont prendre le relais en ce qui concerne le départ des troupes onusiennes. Mais les 2e et 3e phases du « désengagement » ne seront activées qu'après des évaluations régulières de la mise en œuvre des étapes précédentes. Par ailleurs, même si le gouvernement congolais souhaite que le retrait soit complet à la fin de l'année 2024, le Conseil de sécurité n'a quant à lui pas fixé de date limite.

Du reste, le retrait accéléré de la Monusco suscite des inquiétudes compte tenu de la situation sécuritaire qui persiste sur le terrain. Les groupes armés continuent leur offensive dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, ce qui entraîne des violations des droits humains et une insécurité alimentaire. Les responsables onusiens affirment cependant que l'ONU restera présente en RDC, même après le retrait de la Monusco, à travers ses agences, fonds et programmes. Ils soulignent que la protection de la population relève désormais de la responsabilité du gouvernement congolais.

« Le retrait accéléré de la Monusco suscite des inquiétudes compte tenu de la situation sécuritaire qui persiste sur le terrain. Les groupes armés continuent leur offensive dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, ce qui entraîne des violations des droits humains et une insécurité alimentaire.

Pour assurer l'après-Monusco, les Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) prennent progressivement le relais et contrôleront les bases onusiennes dans les régions en conflit. Le pays devra également s'appuyer sur les initiatives régionales, telles que le déploiement des troupes de la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe en RDC (SAMIDRC) à l'Est.

Par ailleurs, il est essentiel que les présidents congolais, Félix Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagamé, se rapprochent pour favoriser un retour à la paix dans la région des Grands lacs. Malgré les efforts de médiation, les tensions persistent malheureusement entre les deux pays. Un rapprochement entre Kinshasa et Kigali est même improbable à court termes tant d'un côté comme de l'autre, la rancœur reste palpable.

En tout état de cause, l'alternative après le départ de la Monusco reste une question ouverte. La RDC devra faire face aux défis sécuritaires en s'appuyant sur ses propres forces armées et sur les initiatives régionales, tout en cherchant à renforcer les relations avec ses voisins pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région des Grands lacs.■



© DR

Gabon

Refondation avec ou sans Oligui Nguema?

Un Dialogue national inclusif visant à doter le pays de nouvelles institutions se tient depuis le 5 avril. Cependant, certains observateurs y voient une manœuvre du régime militaire actuel pour prolonger son mandat.

Par Claire MEZANG

Le Gabon est actuellement engagé dans un processus de refondation majeur avec le Dialogue national inclusif en cours dans la capitale, Libreville. Cette initiative, portée par le Comité de transition pour la restauration des institutions (CTRI), vise à doter le pays de nouvelles institutions et à procéder à une profonde réforme à travers un diagnostic sans complaisance de la situation actuelle.

Sous la présidence de Jean-Patrick Iba-ba, archevêque de Libreville



et à la tête d'un bureau composé de 28 membres, le Dialogue national inclusif réunit près de 6 000 délégués venus cogiter sur les enjeux politiques, économiques et sociaux du pays. Basé sur les 38 000 contributions formulées par les Gabonais, ce grand rassemblement aborde des thématiques cruciales telles que la future Constitution, le référendum, la durée de la transition, la lutte contre la corruption, la réforme des institutions et les élections à venir. L'objectif de cette démarche ambitieuse est de rassembler les Gabonais de tous horizons, sans exclusion, afin de panser les blessures du passé et de construire une nation réconciliée et solidaire. Le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, qui a pris les rênes du pays suite à son coup d'État réussi contre Ali Bongo Ondimba en août 2023, aspire à un Gabon nouveau où la solidarité, le progrès et la justice prévalent.

Que cachent les militaires ?

Pour le président de transition, cet événement historique représente une étape cruciale vers la réconciliation nationale et la construction d'un État plus fort et plus inclusif, rassemblant les Gabonais autour d'une vision commune de prospérité et de bonheur partagé. Le monde entier observe avec attention ce moment charnière, qui témoigne de la capacité du Gabon à se transformer et à s'unir pour un avenir prometteur. Cependant, malgré les bonnes intentions affichées, le Dialogue national inclusif suscite des interrogations au sein de l'opinion publique. Certains dénoncent un déséquilibre dans la représentativité des participants, avec une forte présence du CTRI et des militaires dans le casting, ainsi qu'une faible représentation des formations politiques et des personnalités de l'opposition. Cela soulève des questionnements sur les véritables objectifs des militaires au pouvoir, qui pourraient chercher à imposer leur point de vue dans les recommandations finales.

De plus, l'absence d'une commission "Vérité-justice-réconciliation", réclamée avec force par les Gabonais, pour faire la lumière sur la crise post-électorale de 2016, renforce le sentiment d'un manque de justice et d'impunité.

Oligui Nguema avance masqué…

Les doutes quant aux intentions du général Oligui Nguema ne se limitent pas aux apparences. Certains le soupçonnent de vouloir profiter du Dialogue national inclusif comme stratagème pour se maintenir au pouvoir au-delà de la période de transition prévue en août 2025. Les critiques soulignent le caractère non-souverain de cette grand-messe, dont les conclusions ne seraient pas contraignantes pour le président. De plus, sa présence constante sur le terrain et sa proximité avec la population renforcent sa popularité, mais alimentent également les suspicions quant à ses véritables intentions.

> **Pour le président de transition, cet événement historique représente une étape cruciale vers la réconciliation nationale et la construction d'un État plus fort et plus inclusif, rassemblant les Gabonais autour d'une vision commune de prospérité et de bonheur partagé.**

Face à ces incertitudes, de nombreux Gabonais retiennent leur souffle et attendent de voir si le général de brigade tiendra ses promesses, tant envers le peuple gabonais qu'envers ses pairs de la sous-région, afin de permettre au pays de retrouver sa place parmi les nations après des sanctions.

Le Gabon est à un tournant crucial de son histoire, et seule l'avenir dira si le Dialogue national inclusif sera réellement le point de départ d'une refonte profonde et démocratique du pays. Il est essentiel que toutes les voix soient entendues et que les décisions prises lors de ce Dialogue reflètent véritablement les aspirations du peuple.■

Togo

La démocratie se cherche...

Le Togo traverse actuellement une période de profondes tensions politiques et sociales en raison de la récente révision constitutionnelle qui divise le pays.

Par Suzanne CHEVALIER



© AFP

Adoptée par le parlement togolais le 25 mars 2024, cette nouvelle Constitution transforme le système présidentiel en un régime parlementaire, donnant au parlement le pouvoir d'élire le président de la République. Cependant, cette décision a été prise sans une consultation populaire, ce qui a suscité de vives critiques de la part de l'opposition politique et de la société civile.
Nombreux sont ceux qui accusent le gouvernement de vouloir utiliser cette révision constitutionnelle pour maintenir le président Faure Gnassingbé au pouvoir. Certains professeurs d'université qualifient même cette révision de coup d'État, affirmant qu'elle vise à détourner l'attention de l'opinion publique et à légitimer le maintien au pouvoir du président en place. Ils dénoncent le caractère antidémocratique de cette révision et soulignent qu'elle perpétue un système politique caractérisé par une concentration excessive du pouvoir.
Les autorités togolaises, quant à elles, affirment que cette réforme



© AFP

constitutionnelle vise à renforcer la démocratie en assurant une meilleure protection des droits et libertés des citoyens, ainsi qu'en rendant les institutions plus efficaces et représentatives. L'ancienne Constitution était considérée comme limitant l'équilibre des pouvoirs, ce qui a conduit à l'adoption d'un régime parlementaire pour garantir une plus grande stabilité gouvernementale. Le nouveau système établit une séparation souple des pouvoirs, permettant une collaboration étroite entre le législatif et l'exécutif en matière législative. Chaque pouvoir peut mettre fin au mandat de l'autre, et le pouvoir exécutif est partagé entre le président du Conseil des ministres et le président de la République.

Cependant, malgré ces explications, le climat social reste tendu et le mécontentement de la population continue de croître. Les autorités ont pris des mesures énergiques pour maintenir l'ordre, notamment en interdisant les manifestations des partis politiques. Dans ce contexte, la campagne pour les élections législatives prévues le 29 avril se déroule dans un climat de tensions exacerbées. L'opposition politique reste farouchement opposée à la nouvelle Constitution et espère utiliser les élections comme un moyen de sanctionner le parti au pouvoir.

« Le nouveau système établit une séparation souple des pouvoirs, permettant une collaboration étroite entre le législatif et l'exécutif en matière législative. Chaque pouvoir peut mettre fin au mandat de l'autre, et le pouvoir exécutif est partagé entre le président du Conseil des ministres et le président de la République.

Pourtant, il est important que toutes les parties prenantes fassent preuve de modération et cherchent à apaiser les tensions afin d'éviter des affrontements et des violences qui pourraient avoir des conséquences désastreuses pour le pays. Les résultats des élections législatives du 29 avril seront déterminants pour l'avenir politique et social du Togo. Il est essentiel que ces élections se déroulent dans un climat de transparence et de respect des droits démocratiques, tout en garantissant la participation de tous les acteurs politiques et de la société civile.

Visiblement, le Togo est à un tournant décisif de son histoire politique et institutionnelle. La manière dont la révision constitutionnelle sera finalement gérée et acceptée par la population aura un impact majeur sur la stabilité politique et la consolidation de la démocratie dans le pays. Il est donc primordial que toutes les parties prenantes engagent un dialogue constructif et ouvert pour trouver une solution pacifique et consensuelle à cette crise politique.■



Kagamé-Ndayishimiyé

Je t'aime moi non plus...

Les deux chefs d'État entretiennent une relation tendue et complexe. Paul Kagamé et Evariste Ndayishimiyé qui incarnent des styles de leadership différents se rendent coup pour coup.

Par Georges Auréole BAMBA

Au cœur des relations tumultueuses entre le Burundi et le Rwanda, les présidents Evariste Ndayishimiyé et Paul Kagamé se retrouvent au centre d'une danse politique où chaque mouvement compte dans la quête d'un équilibre délicat. Paul Kagamé, président du Rwanda, et Evariste Ndayishimiyé, président du Burundi, se distinguent par des styles de leadership forts qui influencent la politique régionale dans les Grands Lacs. Leur vision et leurs actions ont un impact non seulement sur leurs propres pays, mais aussi sur l'ensemble de la région, marquée par des défis complexes et des enjeux géopolitiques cruciaux.

Les relations entre le Burundi et le Rwanda ont toujours été marquées par des périodes de tensions et de conflits, en particulier en raison des allégations de soutien de Kigali à des groupes rebelles burundais et des différends territoriaux. Récemment, les tensions se sont exacerbées entre Kigali et Gitega, au point que les autorités burundaises


© DR

ont décidé de fermer leurs frontières en janvier dernier, accusant leurs homologues rwandaises d'abriter l'état-major des rebelles burundais Red-Tabara. Et les chefs d'État des deux pays s'envoient des piques. Devant les représentants de la jeunesse congolaise, Evariste Ndayishimiyé a qualifié Paul Kagamé d'« hypocrite » et de « menteur ». « J'ai passé plus de deux ans à négocier avec les autorités rwandaises. Les citoyens rwandais étaient frustrés par la fermeture des frontières.

Récemment, les tensions se sont exacerbées entre Kigali et Gitega, au point que les autorités burundaises ont décidé de fermer leurs frontières en janvier dernier, accusant leurs homologues rwandaises d'abriter l'état-major des rebelles burundais Red-Tabara.

Nous avons volontairement ouvert nos frontières pour montrer notre volonté de paix. Les Rwandais étaient satisfaits et se sont précipités pour venir au lac Tanganyika alors que le leader continue de soutenir les terroristes et les criminels » a souligné le président burundais. Paul Kagamé a réagi en affirmant : « Quand il s'agit de défendre ce pays qui a tant souffert sans personne pour l'aider, je n'ai pas besoin de la permission de qui que ce soit pour faire ce qui est nécessaire pour nous protéger (...) Je n'ai pas répondu aux insultes venant du sud, de l'ouest. Elles ne tuent pas. Donc je ne peux pas répondre, ce n'est pas notre genre. Mais ils apprendront avec le temps. Ils apprendront qu'ils ont fait une grave erreur. » Bonjour l'ambiance. Davantage, pour le leader rwandais, « l'on ne provoque personne et l'on ne souhaite pas que l'on nous provoque, cependant il y a une ligne rouge qu'il ne faut pas dépasser, ».

Aujourd'hui, la situation en République démocratique du Congo (RDC) est un autre facteur qui alimente les tensions entre le Burundi et le Rwanda. Les deux pays ont été accusés d'ingérence dans les affaires de la RDC, en soutenant des groupes armés. Mais le Burundi a récemment envoyé des troupes pour aider à lutter contre les rebelles du M23, soutenus par Kigali, dans l'est de la RDC. Cette intervention a profondément irrité Kagamé et a contribué à la détérioration des relations entre les Kigali et Gitega. En outre, il est important de noter que les différends entre le Burundi et le Rwanda ne se limitent pas seulement à des considérations politiques et historiques. Ils ont également des répercussions économiques, notamment en ce qui concerne le commerce transfrontalier et les projets d'intégration régionale. Les deux pays ont des intérêts économiques et stratégiques dans la région des Grands Lacs, ce qui ajoute une dimension supplémentaire aux tensions entre eux. Evariste Ndayishimiye et Paul Kagame finiront-ils par s'entendre un jour ? Rien n'est moins sûr. ■



CEEAC

Le président de la Commission sur la sellette


© DR

L'Angolais Gilberto da Piedade Verissimo est très critiqué pour ses résultats en deçà des attentes, alors que l'intégration entre Etats peine à décoller.

Par Claire MEZANG

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) passe par une nouvelle crise. Alors que les difficultés d'intégration entre les États restent un vrai casse-tête, la gouvernance du Président de la Commission, Gilberto da Piedade Verissimo est pointée du doigt. Pourrait-il être destitué de son poste ? Le diplomate angolais est-il en danger ? Parviendra-t-il à éviter la suspension imminente qui plane au-dessus de lui ? Suite au dernier sommet des dirigeants de l'organisation, qui s'est tenu le 9 mars à Malabo en Guinée équatoriale, on peut dire que la situation du diplomate angolais est précaire. Si une grande partie de cette réunion a été consacrée à la levée des sanctions contre le Gabon, sanctionné après le coup d'État d'août 2023, le cas Verissimo a été évoqué. Selon des sources internes, il aurait été sévèrement réprimandé par les ministres de la CEEAC à la demande des chefs d'État.

La gouvernance du dirigeant angolais est critiquée. Bien que sa sanction ait été évitée de justesse, il n'est pas encore sorti d'affaire, car la motion de censure à son encontre n'a pas été retirée. Gilberto da Piedade Verissimo devra se rattraper au cours des prochains mois et corriger ses erreurs. Parmi les priorités fixées, il devra se consacrer de toute urgence au financement, à la réforme des institutions et à l'adoption de textes, afin de sortir définitivement de cette situation inconfortable. Depuis son arrivée à la tête de la CEEAC en 2020, l'organisation traverse une période de turbulences, marquée par l'indignation du personnel qui dénonce une gestion opaque et des dérives autoritaires de la part du président. La motion de censure à l'encontre de Verissimo indique qu'il manque de résultats. Parmi les reproches qui lui sont faits, il tarde à rendre public le règlement intérieur et à clarifier les responsabilités de chacun. Les ministres des Finances des États membres de l'organisation ont dénoncé des dysfonctionnements dans la gestion des ressources. Les chefs d'état-major de la CEEAC ont confirmé, dans un rapport daté du 26 février, les différentes critiques adressées au président de la Commission, notamment des résultats en deçà des objectifs fixés.



Gilberto da Piedade Verissimo, le président de la commission de la CEEAC est en sursis.

Au-delà de la gestion contestée du président de la Commission, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale doit résoudre des problèmes structurels. En matière d'intégration, elle accuse un retard important par rapport à d'autres sous-régions africaines. La libre circulation des personnes et des biens reste encore difficile à réaliser. Certains États membres gardent leurs frontières fermées, voire sont en conflit. La crise à l'est de la République démocratique du Congo empoisonne les relations entre ce pays et le Rwanda, causant des perturbations aux postes-frontières et exigeant des visas préalables. Les refoulements de citoyens d'un pays par un autre sont fréquents au sein de la CEEAC. Bien qu'il y ait eu quelques avancées dans la mise en œuvre de projets intégrateurs, tels que la construction de l'université inter-États de Sangmélima au Cameroun, la construction de la route Djoum-Ouesso et le projet d'exploitation du fer Mbalam-Nabeba entre le Cameroun et le Congo-Brazzaville, l'intégration régionale reste encore limitée et nécessite une mise en œuvre effective dans l'intérêt général de la sous-région, surtout dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine.■

« La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) passe par une nouvelle crise. Alors que les difficultés d'intégration entre les États restent un vrai casse-tête, la gouvernance du Président de la Commission, Gilberto da Piedade Verissimo est pointée du doigt.

Par Serge Mathias Tomondji



Afrique : une cocote institutionnelle en pleine effervescence

Trois pays d'Afrique de l'Ouest, le Bénin, le Sénégal et le Togo, attirent ac-tuellement l'attention sur la scène institutionnelle du continent. Ces pays sont engagés dans des discussions sur la révision de leur Constitution, l'or-ganisation d'élections et la redéfinition des cartes politiques, dans un con-texte sociopolitique marqué par des tensions multiples. Ils font tous partie de l'Union économique et monétaire des États ouest-africains (UEMOA), qui a célébré ses 30 ans en janvier dernier, ainsi que de la Communauté éco-nomique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui fêtera son 49e an-niversaire le 28 mai 2024. Cependant, ces deux institutions sont actuelle-ment confrontées à des défis délicats...

Bénin : tour de vis électoral

Le 5 mars 2024, les députés béninois ont adopté un code électoral qui sus-cite des débats contradictoires au sein de la classe politique et de la so-ciété civile. Cette loi, validée le 12 mars par la Cour constitutionnelle, durcit les conditions d'éligibilité et renforce les critères de parrainage des candidats aux prochaines élections générales. Le débat est si intense dans le pays que la Conférence épiscopale a organisé un colloque le 25 avril pour discuter des modifications du code électoral depuis 1990 et de leur impact sur la participation de tous au développement national. Cette initiative vise à promouvoir des élections véritablement démocratiques en 2026. Le Bénin est donc en ébullition sur le plan institutionnel, et l'on se demande quelle sera la suite des événements d'ici aux élections de 2026.

Sénégal : une alternance saluée

Malgré les difficultés récentes et les obstacles rencontrés par le processus électoral en raison de la fin du mandat du président Macky Sall, l'institu-tion sénégalaise a résisté et l'élection présidentielle, initialement reportée, a finalement eu lieu le 25 mars 2024. Et de manière remarquable, le président a été élu dès le premier tour de manière démocratique ! Bassi-rou Diomaye Faye, un président de substitution, symbolisant l'alternance et la rupture, dirige désormais le pays avec son Premier ministre, Ousmane Sonko. Le vrai défi commence maintenant pour ce duo, qui doit travailler pour éviter de plonger l'Afrique dans un duel de contradictions liées à l'exercice du pouvoir. Parmi les projets à l'ordre du jour, il est question d'une réforme constitutionnelle pour instaurer un poste de vice-président et, ultérieurement, d'organiser de nouvelles élections législatives afin de garantir une majorité au gouvernement.

> **Ils font tous partie de l'Union économique et monétaire des États ouest-africains (UEMOA), qui a célébré ses 30 ans en janvier dernier, ainsi que de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui fêtera son 49e anniversaire le 28 mai 2024. Cependant, ces deux institutions sont actuellement confrontées à des défis délicats...**

Togo : vers un système parlementaire ?

Initialement prévues pour le 20 avril, les élections législatives et régio-nales tant attendues auront finalement lieu le 29 avril. Entre-temps, un changement constitutionnel suscite la colère de l'opposition et d'une grande partie de la société civile togolaise. Ce virage à 180 degrés instaure un régime parlementaire dans un pays qui était jusqu'alors présidentialiste. Ce changement, décidé discrètement par un parlement en fin de mandat, écarte l'élection du président de la République au suffrage universel di-rect. Le président, élu sans débat pour un mandat unique de six ans, n'aura désormais qu'un rôle honorifique, tandis qu'un "Président du Conseil des ministres", qui détient réellement le pouvoir, sera choisi par le parlement pour un mandat renouvelable de six ans. Cette perspective ne plaît pas aux opposants de ce texte, qui ont réussi à susciter un tollé général et à inciter le président Faure Gnassingbé à demander une deuxième lecture. À suivre...■



Empowering Diaspora : la quête se poursuit...

La 2e édition de cet événement destiné à la diaspora africaine d'Europe a connu un franc succès.

Par la Redaction

L'acte 2 de l'initiative *« Empowering Diaspora »* s'est déroulé le 12 avril 2024 à Bruxelles. Lancée en 2023 par le Rebranding Africa Forum (RAF), elle se veut un carrefour du don et du recevoir pour les membres de la diaspora africaine en Europe et ailleurs. Cette manifestation vise principalement les Africains qui aspirent à briser le plafond de verre et à se lancer dans des projets entrepreneuriaux en direction du continent ou d'autres régions. C'est aussi le creuset d'une véritable chaîne de solidarité, où les compétences diverses se rencontrent pour des échanges mutuellement bénéfiques. « Empowering Diaspora » permet de rencontrer des personnalités importantes susceptibles de changer des trajectoires et de booster des carrières. C'est le lieu par excellence d'un réseau socio-professionnel pour la diaspora africaine.



« Empowering Diaspora » permet de rencontrer des personnalités importantes susceptibles de changer des trajectoires et de booster des carrières. C'est le lieu par excellence d'un réseau socio-professionnel pour la diaspora africaine.

Pour l'édition 2024, deux personnalités d'envergure ont partagé leur expérience devant une assistance nombreuse : Jacques Bonjawo, un scientifique et entrepreneur camerounais, et Didier Acouetey, Président et fondateur du Groupe AfricSearch Conseil. Ils ont notamment exposé leur vision des transformations induites par l'intelligence artificielle et l'impact que celle-ci pourrait avoir sur la manière dont la diaspora africaine pense et se projette. Sous la modération de Thierry Hot, Président du Rebranding Africa Forum, Jacques Bonjawo et Didier Acouetey ont suscité l'attention et l'implication d'une assistance appliquée.

Le Rebranding Africa Forum donne aux acteurs de la diaspora les moyens d'agir en leur fournissant les compétences, les connaissances et les plateformes nécessaires à leur rayonnement. L'acte 2 d'Empowering Diaspora a été un grand moment d'échanges et de réseautage, agrémenté par les délices servis par le chef Étienne Mahieu, qui a permis aux convives de vivre une expérience gustative inoubliable et une immersion culturelle enrichissante. Le parcours jalonné de succès du Chef Mahieu fait partie des exemples inspirants pour le continent.

Dans sa quête de solutions pour son épanouissement et son rayonnement, la diaspora s'appuie sur les expériences de sa terre d'accueil, comme c'est le cas en Belgique. C'est dans cette philosophie que l'agence belge de développement, Enabel, s'est associée à l'organisation de la deuxième édition de l'événement Empowering Diaspora. Jean Van Wetter, Directeur général d'Enabel, a pris une part active à l'événement accueilli par son organisme. Sabine Soetens, Experte en croissance inclusive chez Enabel, a quant à elle donné une masterclass sur la manière dont son organisme intègre les diasporas dans ses programmes, notamment dans les programmes d'entrepreneuriat circulaire.

De leur côté, Kalvin Soiresse Njall, Président du Parlement francophone bruxellois et Conseiller communal de Ganshoren, et Lydia Mutyebele, Echevine à l'égalité des chances Ville de Bruxelles, deux modèles de réussite et d'intégration de la diaspora dans son nouvel environnement, ont partagé avec les participants leur vision de l'Afrique de demain et présenté les clés d'une contribution efficace de la diaspora.■

Hard Talk

L'intelligence artificielle : un défi pour l'Afrique

Empowering Diaspora est au cœur des enjeux de développement contemporains. La session phare de la 2e édition a insisté sur l'évolution technologique pour nourrir la réflexion des participants sur la nécessité de capitaliser utilement sur l'intelligence artificielle (IA) qui est au cœur des débats contemporains. Et qui mieux que les deux invités vedettes de la session, Jacques Bonjawo et Didier Acouetey, pour en parler. Jacques Bonjawo, scientifique et entrepreneur, et Didier Acouetey, le "chasseur de têtes", spécialiste des ressources humaines. Au cours des échanges, sous la modération de Thierry Hot, les deux invités ont exposé leur vision des transformations induites par l'intelligence artificielle et l'impact que celle-ci pourrait avoir sur la manière

Jacques Bonjawo

Le scientifique

Jacques Bonjawo est un scientifique, auteur et entrepreneur camerounais. Il est connu pour être le promoteur du technopole OIC, dont le siège est basé à Kribi, au Cameroun. Avant cela, il a travaillé pendant près de 10 ans en tant que cadre supérieur chez Microsoft, occupant des postes de responsabilité importants au siège de l'entreprise à Redmond.

Il est considéré comme l'un des pionniers de la télémédecine et du téléenseignement en Afrique. En effet, il a fondé Genesis Telecare, une entreprise qui offre des services de télémédecine aux populations rurales du Cameroun. De plus, il a contribué à la création de l'Université virtuelle africaine, dont il a été le premier président.

M. Bonjawo est également un auteur prolifique, ayant publié plusieurs ouvrages sur l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) au développement durable en Afrique. Parmi ses livres les plus connus figurent "Internet, une Chance pour l'Afrique", "Mes Années dans la Silicon Valley" et "Intelligence artificielle - Une vision pour l'Afrique".

En reconnaissance de ses réalisations, Jacques Bonjawo a reçu plusieurs prix et distinctions, dont le Prix TIGA décerné par les Nations Unies et le prix Turgot, entre autres. Son travail et son engagement continuent d'avoir un impact significatif sur le développement technologique et l'innovation en Afrique.■



dont elle peut servir la diaspora et, par extension, l'ensemble du continent africain. Les deux invités ont raconté leur parcours et ont appelé les cadres de la diaspora à oser travailler dur et avec passion. Sur la question de l'intelligence artificielle, ils sont d'accord sur le fait que l'Afrique ne doit pas rater le virage et les nombreuses opportunités qu'offre l'intelligence artificielle. Toutefois, Jacques Bonjawo a insisté sur la question de l'éthique dans son utilisation. Les Africains ne doivent pas faire n'importe quoi. Pour Didier Acouetey, il est important de garder à l'esprit l'intelligence humaine avant de se tourner vers l'IA. Oui à l'IA mais il faut garder à l'esprit l'intelligence humaine.

Didier Acouetey

Le coach



Didier Acouetey est un leader influent dans le domaine du développement des ressources humaines en Afrique. En tant que Président du Groupe AfricSearch, il dirige un cabinet spécialisé dans la détection de talents et la gestion des ressources humaines sur le continent africain. Avec plusieurs bureaux en Afrique, AfricSearch est reconnu comme l'un des premiers cabinets internationaux travaillant au développement des ressources humaines en Afrique et des programmes de renforcement des capacités, tant dans le secteur privé que dans les gouvernements. Le groupe dispose d'une cinquantaine de bureaux dans le monde.

En plus de son travail au sein du Groupe AfricSearch, Didier Acouetey est un membre actif de plusieurs organisations œuvrant pour le développement de l'Afrique. Il est également co-fondateur de la première Chambre de Commerce Afrique-Asie du Sud-Est basée à Singapour, favorisant ainsi les partenariats économiques entre les entreprises et les institutions des deux continents. Il est également connu pour son engagement en faveur des jeunes leaders africains. Il est le promoteur du "Programme Excellence Jeunes", qui forme les jeunes leaders africains. Il a notamment lancé en 2014 l'Africa SME Champions Forum, en partenariat avec la Banque Africaine de Développement, l'African Guarantee Fund, Ecobank et la SFI. Ce forum annuel de financement des PME africaines vise à accompagner les futurs champions du secteur privé en Afrique.

En tant que chroniqueur à Radio France International (RFI), Didier Acouetey partage régulièrement son expertise sur les problématiques de formation-emploi et de création d'entreprises en Afrique. Sa vision et son engagement contribuent à renforcer le développement économique et social de l'Afrique.▪



Découverte

Le chef Mahieu présente Olum...

Le concept culinaire Olum, créé par le chef Étienne Mahieu, a pour mission de mettre en lumière les produits et les ingrédients de la cuisine bantoue sur la scène mondiale. Chef exécutif du restaurant Serra de l'hôtel Indigo à Bruxelles, Étienne Mahieu fusionne les traditions culinaires avec une approche innovante et contemporaine.

Inspiré par son parcours personnel et ses expériences, Étienne Mahieu a créé Olum pour incarner son engagement envers l'authenticité, la créativité et la découverte des saveurs uniques de l'Afrique. Le concept Olum propose une expérience culinaire immersive où les convives peuvent découvrir la richesse de la cuisine bantoue à travers des plats savoureux et créatifs.

La vision d'Étienne Mahieu avec Olum est de rendre la culture bantoue et les savoirs de nos ancêtres visibles et accessibles à tous. En mettant en valeur les produits et les ingrédients de cette cuisine, il souhaite partager l'héritage culinaire de l'Afrique et offrir une expérience gastronomique unique. Avec Olum, Étienne Mahieu fait de la forêt une source d'inspiration, en utilisant des ingrédients issus de cet écosystème pour créer des plats innovants et délicieux. Il s'agit d'une véritable aventure gustative où les convives sont invités à découvrir de nouvelles saveurs et à explorer la diversité de la cuisine bantoue. La mission du Chef Mahieu est de rendre la culture culinaire africaine visible et accessible à tous, en proposant une expérience gastronomique immersive et créative.

« La vision d'Étienne Mahieu avec Olum est de rendre la culture bantoue et les savoirs de nos ancêtres visibles et accessibles à tous. En mettant en valeur les produits et les ingrédients de cette cuisine, il souhaite partager l'héritage culinaire de l'Afrique et offrir une expérience gastronomique unique.

Ce qui distingue Olum, c'est justement la créativité sans limites du chef Mahieu. Il repousse constamment les frontières de la gastronomie en expérimentant de nouvelles combinaisons de saveurs et en revisitant les plats classiques avec une touche moderne. Chaque bouchée est une explosion de saveurs et de sensations uniques, qui éveillent les papilles et ravissent les sens.

Mais Olum ne se limite pas seulement à la nourriture. C'est une expérience complète, où les convives sont invités à découvrir l'histoire et l'inspiration derrière chaque plat. Chaque repas est une véritable aventure gustative, où l'émotion et la passion se mêlent pour créer des souvenirs inoubliables.■

Paule Renée Etogo Ebongue, DG du Rebranding Africa Forum



« L'ambition du RAF est celle de mettre ensemble des professionnels issus de la diaspora, d'horizons géographiques différents pour travailler sur des projets dont le business model sera facilement applicable en Afrique. L'Afrique que nous voulons et que nous rêvons de léguer à nos enfants, c'est AUJOURD'HUI que nous devons en assumer la responsabilité.»■

Jean Van Wetter, DG ENABEL



« Les diasporas jouent un rôle important dans le développement économique de leurs pays d'origine. Au-delà de l'envoi de remises, les diasporas peuvent également favoriser le commerce et l'investissement direct étranger, créer des entreprises et encourager l'entrepreneuriat, ainsi que transmettre de nouvelles connaissances et compétences. »■

Kalvin Soiresse Njall, Président du Parlement francophone bruxellois & Conseiller communal Ganshoren.



« Un groupe d'humains qui n'arrive pas à organiser son renforcement à partir de la transmission de son histoire, de la citoyenneté, de ses succès économiques, de ses réseaux, ne peut pas jouer un rôle prépondérant, que ce soit sur ses terres d'origine ou là où il vit. »■

Lydia Mutyebele, Echevine du Logement, Patrimoine public et Eglaité des Chances Bruxelles.



« ...il est important pour nos communautés de s'affirmer au niveau économique en mettant l'accent sur l'entreprenariat. De nombreuses études prouvent que les populations « étrangères » et « belge d'origine étrangère» (constituent plus d'un tiers de l'entreprenariat dans notre pays et en Europe. C'est énorme ! »■

Empowering Diaspora 2024 en images














by REBRANDING


Empowering Diaspora


Empowering Diaspora


Empowering Diaspora

IATF 2025

The AfCFTA marketplace

PROMOTED BY

IN COLLABORATION WITH

+1,939

EXHIBITORS

+28k

VISITORS





Intra-African Trade Fair is the largest and most inclusive premier trade and investment event in Africa brought to you by African Export-Import Bank (Afreximbank), in collaboration with African Union Commission and AfCFTA Secretariat. IATF provides a unique and valuable platform for businesses to access an integrated African market of over 1.4 billion people with a GDP of over US$3.5 trillion created under the African Continental Free Trade Area.

BE PART OF AFRICA'S BIGGEST TRADE FAIR

IATF 2025 Algiers, Algeria

+130

EXHIBITING COUNTRIES

$43.8bn

IN TRADE & INVESTMENT DEALS





Visit www.intrafricantradefair.com and join our mailing list to discover exclusive content and unique features of the upcoming IATF2025 in Algeria.

@intrafricantradefair
@intrafricantradefair
@intra-african-trade-fair
@IATF2025



Maroc

Saham absorbe Société générale

Le groupe français se retire du marché marocain en cédant ses filiales pour un montant de 745 millions d'euros.

Par Vanessa ITGNIA

Le groupe bancaire français Société Générale a officiellement annoncé son intention de se retirer du marché marocain d'ici la fin de l'année. Cette décision a été prise avec la cession de la totalité de ses actifs bancaires et d'assurance au groupe Saham, dirigé par Moulay Hafid Elalamy. Cette transaction, qui doit encore être validée par les autorités marocaines, marque un nouveau chapitre dans le désengagement progressif de Société Générale du marché africain. Lors d'une réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 11 avril 2024 sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, il a été approuvé que Société Générale cède ses parts (57,67%) dans Société Générale Marocaine des Banques (SGMB) au groupe Saham. Cette cession englobe également toutes les filiales de SGMB, notamment Société d'équipement domestique et ménager, Société Générale de Leasing au Maroc, Investima SA, Sogecapital Gestion, Sogecapital Placement, Sogecapital Bourse, ainsi que l'intégralité des parts détenues par Sogecap dans la compagnie d'assurance La Marocaine Vie.

Le montant de la transaction s'élève à





745 millions d'euros (488,68 milliards de Fcfa), et la finalisation de l'opération est prévue d'ici la fin de l'année 2024, sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires compétentes. Société Générale justifie cette décision de désengagement dans le cadre de l'exécution de sa feuille de route stratégique.

En septembre 2023, Société Générale avait présenté une feuille de route visant à "façonner un modèle simplifié, plus synergétique et performant tout en renforçant le capital du Groupe". Cette stratégie a abouti à la décision récente de céder ses filiales au Maroc à Saham pour 745 millions d'euros. Slawomir Krupa, Directeur général du groupe Société Générale, a souligné que Société Générale avait construit une banque solide et reconnue au Maroc, au service d'un million de clients. Il exprime sa conviction que le projet de reprise par le groupe Saham ouvrira de nouvelles perspectives de développement et créera de la valeur pour les clients et les collaborateurs. Il a également affirmé l'engagement de Société Générale à accompagner la transition et à établir un partenariat à long terme avec le Groupe Saham.

Cette transaction, une fois finalisée, permettra à Moulay Hafid Elalamy, à la tête de Saham, de revenir en force dans le secteur financier après avoir cédé son pôle assurance à la branche acquisition du groupe sud-africain Sanlam. Elle représentera un tournant majeur dans le paysage bancaire marocain, puisque Société Générale, en tant que 5e plus grande banque du pays, passera désormais sous le contrôle d'un acteur local.

Cependant, cette annonce soulève des questions sur l'avenir de Société Générale en Afrique, en particulier pour ses opérations au Cameroun, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Depuis 2023, le groupe français a entamé son retrait de six pays africains, dont le Congo, la Guinée Équatoriale, le Tchad, la Mauritanie, le Mozambique et le Burkina Faso, ce qui laisse planer un certain flou sur sa présence future dans ces régions.■

Le groupe bancaire français Société Générale a officiellement annoncé son intention de se retirer du marché marocain d'ici la fin de l'année. Cette décision a été prise avec la cession de la totalité de ses actifs bancaires et d'assurance au groupe Saham, dirigé par Moulay Hafid Elalamy.

Économie et Gouvernance

La voix des femmes s'élève...

Les opportunités et les solutions visant à promouvoir la croissance économique à travers une gouvernance inclusive sont au cœur des préoccupations du Cabinet International Kaizene et d'ONU Femmes Côte d'Ivoire.



Par Vanessa ITGNIA

L'économie et la gouvernance sont deux piliers fondamentaux qui façonnent le fonctionnement et le développement des sociétés. Cependant, l'inclusion des femmes dans ces sphères reste un enjeu majeur dans les débats contemporains sur l'égalité des genres et le développement durable. Pour contribuer à enrichir ce débat crucial, le Cabinet International Kaizene, dirigé par Lynda Aphing-Kouassi, en partenariat avec ONU Femmes Côte d'Ivoire, a organisé le forum « Économie & Gouvernance. Les femmes en parlent ! », le mercredi 27 mars 2024 à Abidjan.

Le forum avait pour objectifs de briser les barrières, de favoriser une gouvernance inclusive et de stimuler l'innovation pour l'autonomisation des femmes. Les femmes ont partagé leurs expériences et leurs idées afin de s'encourager mutuellement à embrasser des postes de leadership et à participer activement au progrès socio-économique de leur environnement. Le Ministre du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques de la République de Côte d'Ivoire, Moussa Sanogo, a ouvert le forum, soulignant l'importance de l'inclusion des femmes dans l'économie et la gouvernance. Il en ressort que l'inclusion des femmes dans la gouvernance économique est un impératif moral et stratégique pour assurer une croissance durable et équitable. Les intervenants lors de la rencontre d'Abidjan, ont débattu de sujets tels que la scolarisation des femmes, la création d'un environnement favorable à leur épanouissement professionnel, la législation pour garantir l'égalité des chances, et le renforcement des capacités financières des femmes entrepreneures. Pendant les échanges, l'importance de l'accès à l'éducation pour les femmes a été mise en relief, et des initiatives visant à encourager la scolarisation des filles dans les domaines scientifiques et économiques ont été proposées.

> **Les femmes dirigeantes présentes ont partagé leurs expériences et leurs idées pour encourager davantage de femmes à embrasser des postes de leadership et à participer activement au progrès socio-économique de leur environnement ainsi que de leur propre promotion.**

D'une manière générale, un appel à la mise en place de politiques et d'initiatives concrètes pour promouvoir l'inclusion des femmes dans l'économie et la gouvernance a été lancé. Le Cabinet Kaizene et ONU Femmes prévoient de poursuivre leurs actions en faveur de l'autonomisation des femmes en mettant en place des programmes communautaires et en encourageant la collaboration entre les différents acteurs.■


ONU
MMES
CÔTE D'IVOIRE
RTI 1


ÉCONOMIE &
GOUVERNANCE
LES FEMMES
EN PARLENT !




AIZENE
ÉCONOMIE &
GOUVERNAN
LES FEMMES
EN PARLENT !

Yao Kouassi

Le nouveau timonier de Vista Bank

En poste depuis le 1er janvier 2024 avec la lourde tâche de réussir l'intégration d'un groupe en pleine expansion.

Par Vanessa ITGNIA



Dans un contexte économique en évolution constante, la nomination de Yao Kouassi en tant que Directeur général de Vista Group Holding revêt une importance capitale pour l'entreprise. Cette décision, prise par le Conseil d'Administration en décembre 2023, démontre la volonté de l'entreprise de se doter d'un leader expérimenté et compétent pour conduire ses activités vers de nouveaux sommets. Yao Kouassi a pris la succession Yassin Bayo, nommée Directrice en charge de l'Exploitation de Lilium Group.

Le nouveau Directeur général de Vista Group Holding possède une solide expérience dans le secteur bancaire, ayant occupé des postes clés au sein du prestigieux Groupe BNP Paribas et de ses filiales. Yao Kouassi est diplômé de l'École Nationale Supérieure de Statistiques et d'Économie Appliquée (ENSEA) - Abidjan, en Côte d'Ivoire, où il a obtenu le titre d'Ingénieur statisticien. Cette formation lui confère une expertise dans l'analyse des données et la prise de décision stratégique.

Son parcours professionnel impressionnant témoigne de sa maîtrise des enjeux financiers et de sa capacité à gérer des responsabilités d'envergure. Avant d'intégrer Vista Group Holding, Yao Kouassi a occupé le poste de Directeur Général de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) - Groupe BNP Paribas. Cette expérience lui a permis de développer une expertise diversifiée, tant sur le plan national qu'international.

Son engagement dans le secteur bancaire remonte à ses débuts au ministère de l'Économie et des Finances de la Côte d'Ivoire, puis il a rejoint le Groupe BNP Paribas où il a occupé diverses fonctions à responsabilités croissantes, telles que chargé d'études, trésorier, directeur de la clientèle des particuliers, professionnels & institutionnels, directeur de filiales, Directeur général adjoint et Administrateur - Directeur général. Cette expérience de 37 ans lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie du secteur bancaire et de développer des compétences de gestionnaire hors pair.

> **Grâce à sa vision des affaires, sa connaissance approfondie des enjeux stratégiques et son expérience de gestionnaire chevronné, Yao Kouassi apportera à Vista Group Holding une expertise précieuse pour relever les défis du secteur.**

Yao Kouassi met depuis plusieurs années sa longue expérience au service de la jeunesse. En tant qu'enseignant, il partage son expertise et sa vision de la banque avec les jeunes générations, au sein de plusieurs établissements de formation. Par ailleurs, la reconnaissance de ses réalisations et de son engagement s'est concrétisée par de nombreuses médailles et distinctions honorifiques, dont l'Ordre national du mérite de la République de Côte d'Ivoire et l'Ordre national du mérite de la République française. Ces distinctions témoignent de son dévouement et de sa contribution exceptionnelle au secteur bancaire.

Grâce à sa vision des affaires, sa connaissance approfondie des enjeux stratégiques et son expérience de gestionnaire chevronné, Yao Kouassi apportera à Vista Group Holding une expertise précieuse pour relever les défis du secteur et assurer la croissance continue de l'entreprise. Sa nomination marque une nouvelle ère pour l'entreprise et ouvre des perspectives prometteuses pour son avenir..■

BADEA

Arab Bank
for Economic
Development
in Africa

“ 50 ans au service du Continent et de la coopération arabo-africaine au travers des investissements et du commerce”

“50 years at the service of Continent and of fostering Africa-Arab cooperation through investment and trade”

@BADEABANK

WWW.BADEA.ORG

Coopération

Le RAF au service du football africain

Le Rebranding Africa Forum (RAF), la Confédération Africaine de Football (CAF) et la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et d'autres institutions financières s'associent pour l'émergence d'une économie africaine du sport.



Par Georges Auréole BAMBA

Le 6 février 2024 est une date qui va maquer l'histoire du football continental. Ce jour-là à Abidjan, en Côte d'Ivoire, une charte d'engagement a été signé entre le Rebranding Africa Forum (RAF), la Confédération Africaine de Football (CAF) et la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et d'autres institutions financières pour redynamiser le paysage du football africain. Leur objectif commun : faire du sport un levier de croissance, en mettant notamment en avant le football féminin. « Parce que le football est une langue universelle, un puissant catalyseur de changement, un accélérateur indéniable de croissance, nous nous sommes engagés dans une alliance inédite avec la CAF et Afreximbank pour élever à un niveau supérieur la promotion du football féminin », a déclaré avec enthousiasme Thierry Hot, président du RAF.

Au cœur de cette collaboration inédite, la charte signée en marge de la Coupe d'Afrique des Nations pour les trois principales parties par, Thierry Hot, président du RAF, Veron Mosengo-Omba, secrétaire général de la CAF et Benedict Oramah, Président d'Afreximbank, vise à mettre en place des stratégies novatrices pour promouvoir et soutenir l'industrie du sport, en particulier le football féminin. Cette initiative ambitieuse ouvre la voie à une nouvelle ère pour le développement de l'économie africaine du sport, offrant des perspectives prometteuses pour l'avenir de cette discipline sur le continent.

Il est question d'élaborer des stratégies pour transformer le sport en un moteur de croissance économique, en créant un environnement favorable à l'émergence d'une économie du sport viable en Afrique. Cela implique la mise en place d'instruments de financement adaptés aux particularités de l'industrie sportive et de l'économie du sport. Cette alliance stratégique engendre la mise en place d'un Comité de suivi conjoint, sous l'égide de la CAF et du RAF, chargé de concrétiser les engagements des partenaires financiers lors de la prochaine édition du Rebranding Africa Forum prévue les 18 et 19 octobre à Bruxelles, comme le stipule le document signé par les trois parties.

Les objectifs de cette charte s'inscrivent dans la continuité de l'intervention de la Banque dans l'industrie sportive, en droite ligne du programme CreativeAfricaNexus, qui vise à soutenir le commerce et l'investissement dans le secteur créatif en Afrique. Ainsi, l'Afreximbank contribuera sur plusieurs axes, notamment en fournissant des financements, en coordonnant les politiques, en gérant les talents, en développant les compétences, en améliorant les infrastructures et en parrainant des événements sportifs. Cette alliance représente une opportunité majeure pour le paysage sportif africain, notamment dans un contexte où les ressources et les opportunités sont inégalement réparties. Elle ouvre la voie à une collaboration fructueuse et durable entre les acteurs clés du sport et de l'économie en vue de dynamiser et de pérenniser le secteur sportif en Afrique.



Au-delà des enjeux économiques et sportifs, le développement du football féminin revêt également une dimension sociale et culturelle. En effet, la promotion du football féminin permet de lutter contre les stéréotypes de genre et d'encourager l'égalité des chances et des droits entre les femmes et les hommes. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, l'alliance entre le RAF, la CAF et Afreximbank prévoit la mise en place de programmes de formation et de développement des compétences pour les joueuses, les entraîneurs et les encadreurs. Des initiatives seront également lancées pour promouvoir l'accès des femmes et des filles au sport, en renforçant notamment les infrastructures sportives et en organisant des événements et des compétitions dédiées.

Par ailleurs, les signataires de la charte s'engagent à intégrer des critères de durabilité environnementale et sociale dans toutes les actions entreprises. Des mesures seront prises pour réduire l'empreinte carbone des événements sportifs, promouvoir le recyclage des déchets et encourager l'utilisation d'énergies renouvelables. In fine, cet accord audacieux ne se limite pas au football féminin. Il s'étend à d'autres disciplines sportives et à d'autres secteurs économiques liés au sport, tels que le tourisme sportif, les infrastructures sportives, la technologie sportive, le marketing sportif, etc. L'objectif est de créer un écosystème favorable au développement de l'économie africaine du sport, en favorisant la création d'emplois, la génération de revenus et l'attrait des investissements.■

Cette alliance stratégique engendre la mise en place d'un Comité de suivi conjoint, sous l'égide de la CAF et du RAF, chargé de concrétiser les engagements des partenaires financiers lors de la prochaine édition du Rebranding Africa Forum prévue les 18 et 19 octobre à Bruxelles.

ILS ONT DIT...

Professeur Benedict Oramah, Président d'Afreximbank.



« Nous nous félicitons de cette collaboration unique et potentiellement fructueuse avec la CAF et le Rebranding Africa Forum qui complète et amplifie nos efforts permettant aux partenaires de faire des événements de la CAF un moteur pour le commerce et le développement sur le continent. »

Thierry Hot, Président du Rebranding Africa Forum.



« C'est parce que le football est un langage universel, un puissant catalyseur de changement et un indéniable accélérateur de croissance que nous avons conclu une alliance avec la CAF et Afreximbank en vue de promouvoir le football féminin ».

Veron Mosengo-Obam, Secrétaire général de la Confédération africaine de football.



« Nous sommes honorés de pouvoir construire cette alliance unique avec le Rebranding Africa Forum et les institutions financières africaines afin d'élaborer des stratégies et des instruments financiers adaptés à ce secteur et à l'économie du sport ».

L'alliance stratégique CAF-RAF en images











Jeux olympiques Paris 2024

L'athlétisme africain sera au rendez-vous

Les meilleures chances du continent se trouvent essentiellement, une nouvelle fois, dans les jambes des coureurs venus d'Afrique de l'est. En attendant des surprises.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK

Pour cette 33ème édition des Jeux olympiques qui se déroule du 26 juillet au 11 août 2024 dans la capitale française, c'est encore en athlétisme que le continent africain va miser pour garnir sa corbeille de médailles. Lors de la dernière édition «Tokyo 2020» disputée en septembre 2021 pour cause de Covid-19, c'est avec la mère des disciplines sportives que l'Afrique avait remporté neuf de ses onze médailles d'or. L'histoire est bien partie pour se répéter d'autant plus que c'est en athlétisme que l'Afrique a encore récemment tutoyé les sommets avec des titres mondiaux et les meilleures performances de l'année.

Figurez-vous que le 11 décembre 2023, quand World Athletics (Fédération internationale d'athlétisme) décide de distinguer les six meilleurs athlètes masculins et féminins de l'année au cours d'une soirée organisée à Monaco, la moitié des lauréats sont des Africains. Au marathon, le Kényan Kelvin Kiptum et l'Ethiopienne Tigst Assefa ont été récompensés pour avoir pulvérisé le record du monde l'année dernière respectivement en 2h35 :35 et 2h11 :53. Hélas, le premier ne sera pas là à Paris pour viser l'or olympique et tenter de devenir le premier homme à courir le marathon sous la battre des deux heures : le grand espoir de 24 ans est décédé dans un accident de voiture le 11 février dernier à Kaptagat, chez lui.

En revanche, la Kényane de 29 ans Faith Kipyegon sera bien présente à Paris pour chercher à conserver son titre olympique sur 1 500m. Première femme à réaliser le doublé 1500/5000m lors des championnats du monde de Budapest, elle a été désignée par World Athletics meilleure athlète de l'année sur piste pour avoir battu trois records du monde en 2023 : sur 1 500m, sur Mile (environ 1609m) et sur 5 000m. « Je ne m'attendais pas à faire ce que j'ai fait , à battre trois records du monde et à gagner deux médailles d'or», avait alors déclaré la championne. Avant de regarder encore plus haut, quand elle a été reçue en août dernier par les hautes autorités du Kenya au retour de Budapest, deux médailles en or scintillant à son cou. Dame Kipyegon ne vise rien moins que trois médailles d'or olympiques à Paris, car en plus du 1500 et du 5000m, elle va s'attaquer au 10 000m. Bien plus, promet-elle, après les JO 2024, elle compte se lancer à l'assaut du marathon...■



Des valeurs sûres...

Au marathon et aux 3000m steeple, l'Afrique devrait encore briller.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK

Le sacre du marathon, qui clôture généralement les épreuves des Jeux olympiques, devrait se faire à Paris sous les couleurs africaines. La paire kényane, Peres Jepchirchir chez les dames et Eliud Kipchoge chez les hommes, déjà couronnée il y a trois ans à Tokyo, reste en effet l'une des meilleures chances de titres olympiques pour l'Afrique cette année. Et s'il leur arrive quelque défaillance, ces sont encore d'autres athlètes africains qui seront en course pour la médaille d'or du marathon. Si l'on s'en tient aux plus récentes performances, la référence c'est le marathon Schneider de Paris courue dimanche le 7 avril 2024 et remportée par une paire éthiopienne cette fois : Mestawut Fikir chez les dames et Mulugeta Uma chez les hommes. Ce dernier était talonné sur le podium par deux Kényans, Titus Kipruto et Elisha Rotich. En décembre au marathon de Valence, c'est une autre paire éthiopienne qui a été sacrée : Sisay Lemma chez les hommes et Worknesh Degefa chez les dames.

A Tokyo, une grosse surprise était survenue au 3000m steeple habituellement chasse-gardée des Kényans. Mais c'est l'Ougandaise Peruth Chemuta et le Marocain Soufiane El Bakkali qui furent couronnés. Là aussi, comme au marathon, on peut prédire sans trop de risques qu'à Paris ce sera encore une affaire africaine. De même le triple-sauteur burkinabé, Hugues-Francis Zango, double champion d'Afrique, champion du monde 2023 et champion du monde en salle 2024, vise clairement à aller plus loin que le bronze de Tokyo qui fut la première médaille olympique de l'histoire du Burkina-Faso. Zango est candidat à l'or du triple saut à Paris !



> **Hugues-Francis Zango, double champion d'Afrique, champion du monde 2023 et champion du monde en salle 2024, vise clairement à aller plus loin que le bronze de Tokyo qui fut la première médaille olympique de l'histoire du Burkina-Faso.**

Cependant, l'Afrique n'a pas que l'athlétisme comme espoirs de titre olympique. Dans d'autres disciplines, notamment dans les sports individuels, on n'est pas à l'abri d'une nouvelle bonne surprise. Comme celle que nous procura à Tokyo le jeune nageur tunisien Ahmed Hafnaoui (voir par ailleurs son portrait). Sans oublier la Sud-Africaine Tatjana Schoenmaker, champion olympique du 200m brasse, et Feryal Abdelaziz la première Egyptienne à décrocher une médaille olympique en karaté.

Hors de pareils exploits individuels, la marche est souvent très haute pour les représentants de l'Afrique aux Jeux olympiques, à propos surtout des sports collectifs. Les médailles d'or en football du Nigeria (1996) et du Cameroun (2000) paraissent ainsi tellement lointaines..■

Ahmed Hafnaoui, du talent à revendre

Le jeune nageur tunisien de 21 ans, double champion du monde et champion olypique, est très attendu à Paris. Cette fois, sans surprise.

Par E.G.S

A 18 ans, il fut l'une des grandes sensations de Tokyo 2020 » quand il décrocha, au nez et à la barbe des spécialistes européens, australiens et américains, la médaille d'or olympique au 400m nage libre dans la piscine de la cité olympique nipponne. Dans cette distance qui est l'une de ses favorites, Ahmed Hafnaoui n'a pourtant pas pu confirmer lors des championnats du monde de nation de Fukuoka en fin juillet-début août 2023, ne récoltant que la médaille d'argent sur 400m nage libre. Mais il a encore épaté le monde en remportant deux médailles d'or : le 1500m nage libre en dominant l'Américain Robert Finke, champion du monde et olympique ; et le 800m nage libre.

Ce garçon, devenu en peu de temps star mondiale de la natation, est naturellement l'une des meilleures chances africaines de titre olympique à Paris. Il nage depuis l'âge de six ans, sous la férule de son père lui-même sportif de haut niveau, international tunisien de basketball. A 15 ans, le surdoué élève du lycée sportif de Tunis pouvait déjà remporter quatre médailles aux championnats d'Afrique. Son baccalauréat en poche, il s'est installé depuis 2022 aux États-Unis, précisément à l'université de l'Indiana où un encadrement très professionnel lui permet encore d'améliorer ses performances.

Légitime donc que le prodige ait de grandes ambitions pour les Jeux olympiques de Paris 2024. « Battre le record du monde et décrocher à nouveau la médaille d'or olympique, c'est ce sur quoi je travaille », promet le gaillard de 1,95m.■



Les champions olympiques africains en titre (Tokyo 2020)

Epreuves	Chez les dames	Chez les messieurs
Marathon	Peres Jepchirchir (KEN)	Eliud Kipchoge (KEN)
10 000 m		Selemon Barega (ETH)
5 000 m		Joshua Cheptegei (OUG)
3 000 m steeple	Peruth Chemutai (OUG)	Soufiane El Bakkali (MAR)
1 500 m	Faith Kipyegon (KEN)	
800 m		Emmanuel Korir (KEN)
Natation 200m brasse	Tatjana Schoenmaker (AFS)	
Natation 400m nage libre		Ahmed Hafnaoui (TUN)
Karaté	Feryal Abdelaziz (EGY)	

YAHIA BELASKRI
Écrivain



Le baromètre sénégalais

L'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu au Sénégal est sans aucun doute un séisme politique d'ampleur à trois niveaux au moins. Un, parce que c'est une élection qui s'est passée de manière régulière et sans difficulté majeure selon les observateurs, en d'autres lieux on bourre les urnes ou on fait un coup d'état. Deux, elle consacre l'alternance, ce qui n'est pas coutumier sur le continent à quelques exceptions près. Trois, elle a accouché, pour la première fois depuis les indépendances, d'un président jeune, âgé d'à peine quarante-deux ans. Ce n'est pas anodin. Jugez-en.

Il y a quelques années, Yoweri Museveni, président Ougandais disait « le problème en Afrique en général, et en particulier en Ouganda, ce n'est pas le peuple mais les dirigeants qui veulent rester au pouvoir ! » Il est arrivé au pouvoir en 1986 et ne l'a plus quitté jusqu'à ce jour. Et il a 79 ans ! Trente-huit ans au pouvoir, il n'a pas encore usé la corde. Parions qu'à la prochaine présidentielle prévue pour 2026 il sera toujours là.

Il n'est pas le seul. Au Cameroun, un citoyen né en 1960 n'a connu que deux présidents de la république ! Le premier, Ahidjo depuis l'indépendance jusqu'en 1982 et Paul Biya depuis lors à ce jour alors qu'il a 91 ans et préside donc les destinées de son pays depuis 40 ans. Et il semble qu'il se prépare à un nouveau mandat en 2025. C'est extraordinaire.

La liste est longue et nous n'allons pas égrener tous les noms, cela prendrait des pages et beaucoup d'amertume. Celle des citoyens de nombre de pays africains qui ont divorcé avec leurs élites. Parce que celles-ci n'ont aucune perspective à offrir, déconnectés du réel. Et c'est quoi cette réalité ? Evidemment la jeunesse des pays africains. Globalement les deux tiers de la population ont moins de trente ans. Conscients de leurs droits bafoués, leurs espoirs anéantis, ces jeunes s'opposent à leurs dirigeants, parfois au détriment de leur vie.

Au-delà de l'âge du président élu -une véritable victoire sur ce continent- cette élection au Sénégal a montré la maturité démocratique du pays, la solidité de ses institutions même si l'ancien président n'a cessé de louvoyer et semer des chausse-trappes. Et c'est là un vrai motif de satisfaction. Il reste au nouveau et jeune président de transformer l'essai.

Bien entendu, l'ombre d'Ousmane Sonko plane, lui qui est le véritable vainqueur. Cependant, plusieurs pays d'Afrique devraient s'inspirer de l'exemple sénégalais. Depuis 2020, les coups d'état se sont succédé, au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Tchad, au Niger et au Gabon notamment. Les conditions ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Mais force est de constater que le processus démocratique ne fonctionne pas. Il est clair que les régimes renversés n'étaient pas des exemples de démocratie et étaient impopulaires. Il n'en reste pas moins que cette situation affaiblit les pays concernés et crée une instabilité politique, sociale et économique.

> **Au-delà de l'âge du président élu -une véritable victoire sur ce continent- cette élection au Sénégal a montré la maturité démocratique du pays, la solidité de ses institutions même si l'ancien président n'a cessé de louvoyer et semer des chausse-trappes.**

L'avenir sera démocratique et devra s'écrire avec les citoyennes et les citoyens, notamment la jeunesse et les femmes. Il devrait appartenir à des élites jeunes, en promouvant l'alternance et en garantissant la paix sociale. Et ainsi en finir avec les vieux dirigeants aux esprits rabougris. On devrait inscrire dans toutes les constitutions que nul ne peut se présenter à l'élection présidentielle s'il a dépassé 60 ans ! A cet âge-là la retraite devrait être obligatoire pour les chefs d'état. ▪

L'AFRIQUE AU COEUR DE L'INFO MONDIALE



- **Le magazine qui offre** une nouvelle grille d'analyse et de lecture du continent
- **Plus de repères** sur cette Afrique qui bouge et gagne
- **Un regard visionnaire** sur l'Afrique d'aujourd'hui et de demain

www.notreafrik.com @NotreAfrik NotreAfrik

La version digitale est disponible sur :

ANDROID APP ON Google play

Available on the App Store



DÉCOUVREZ VISTA BANK.
UNE BANQUE VISIONNAIRE QUI PLACE LE CLIENT AU CENTRE DE TOUTES LES DÉCISIONS.

Vista Bank contribue à l'inclusion financière de l'Afrique et participe à son développement socio-économique.

Pour en savoir davantage, consultez notre site vistabankgroup.com

VISTA
BANK